

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 06 novembre 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 12/12/2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Mme Nancy MUSCAT, 28 rue du Faubourg Saint Jaumes	10.431,45 €
M. Omar BESSAOUD, 23 rue Adam de Craponne	1.950,00 €
H.I.G. « Les Aigrettes », 4 rue Reynes	2.853,73 €
H.I.G. « Candeliers Berthelot », 47 bd. Berthelot (50 % de la subvention)	2.762,41 €
SDC 14 rue Durand C/O RAYNAUD Immobilier (solde de la subvention)	1.846,98 €
Total	19.844,57 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 19.844,57 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),

- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012





Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature. Modification.

Tranche 4 - Lot n° 4A

Société « FDI Promotion »

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du Conseil municipal n°2012/317 en date du 26 juin 2012, la Ville de Montpellier a agréé la candidature de la société FDI Promotion pour la réalisation de logements collectifs sur le lot 4A. Ce programme se composait de logements en accession aidée, en accession intermédiaire et en accession libre.

Dans le cadre de sa commercialisation, FDI s'attache à mobiliser tous les outils visant à renforcer la solvabilité des ménages acquéreurs à la fois en diminuant le prix médian de cession et en augmentant la part en accession abordable de son programme. L'acquéreur a donc souhaité modifier la répartition de la surface hors d'œuvre nette (SHON) pour offrir une large gamme de produits immobiliers susceptible de favoriser un véritable parcours résidentiel en intégrant dans son offre des logements en prêt social location-accession (PSLA), en accession intermédiaire et libre ; ce que la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a accepté. Par ailleurs, lors de l'élaboration de la demande de permis de construire, les contraintes du lot en matière de surface de plancher n'ont pas permis d'atteindre la surface programmée en SHON.

En conséquence, il est proposé de modifier l'agrément de candidature de la société « FDI Promotion » comme suit :

Ancienne candidature

Maître d'ouvrage : FDI Promotion
123 bis, Avenue de Palavas
34966 MONTPELLIER cedex 2

Localisation du projet : Section PB n° 84p et 86p

Surface du lot : 4.635 m²

Nature du projet : 89 logements collectifs

SHON envisagée : 6.200 m² SHON
- dont 1.205 m² SHON en accession à la propriété aidée
- et 1.242 m² en accession intermédiaire
6.500 m² SHON maximale autorisée

Nouvelle candidature

Maître d'ouvrage : FDI Promotion
123 bis, Avenue de Palavas
34966 MONTPELLIER cedex 2

Localisation du projet : Section PB n° 84p et 86p

Surface du lot : 4.635 m²

Nature du projet : 85 logements collectifs

Surface De Plancher (SDP) envisagée : 5.711 m² SDP

- dont 1.427.75 m² SDP en PSLA au prix moyen de 2.400 € TTC/m² de surface habitable, parking compris, soit 25% de la surface du programme,
- 856.65 m² SDP en PSLA au prix moyen de 2.800 € TTC/m² de surface habitable, parking compris, soit 15% de la surface du programme ;
- 856.65 m² SDP en accession intermédiaire, soit 15% de la surface du programme.

5.995 m² SDP maximale autorisée.


La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la modification de l'agrément de candidature de la société « FDI Promotion » pour la réalisation de 85 logements collectifs en accession aidée à la propriété, en accession intermédiaire et accession libre,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 21 juin 2012

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



France
Domaine

BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Monsieur le Directeur
SCET – Service foncier
Tour Europa
101, allée Délos

Affaire suivie par Nicole MONTEUX
téléphone : 0 467 226 271
télécopie : 0 467 226 269

34965 MONTPELLIER CEDEX 2

Courriel : nicole.monteux@dafip.finances.gouv.fr

Vos réf. : RB/SC 106/09/2012
Affaire suivie par : Régis BALLANDRAUD
Nos réf. : 2012-172V1947

- 1 - **Service consultant** : SERM mandaté par la Ville de Montpellier
- 2 - **Propriétaire présumé** : Madame LAMBLART épouse BOYET
- 3 - **Références cadastrales et objet de la consultation du service** : acquisition de la parcelle cadastrée SC 106 pour une superficie de 700 m².
- 4 - **règlement d'urbanisme** :
parcelle comprise dans le périmètre de la ZAC de la République, zone AUO-2 du P.L.U.
- 5 - **Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés** :
Indemnité principale : 18 180 €
Indemnité de remploi : 2 818 €
Total : 20 298 € arrondi à 21 000 €

Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques
L'évaluateur des domaines


Nicole MONTEUX
Inspecteur des Finances Publiques

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s). .../...

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

ZAC "Port Marianne-République" Acquisition d'un terrain Propriété BOYET Avenue Raymond Dugrand parcelle cadastrée SC 106p

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Madame Simone BOYET est propriétaire d'un terrain nu cadastré SC 106 d'une superficie de 2175 m² situé avenue Raymond Dugrand. Cette parcelle est incluse dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-République créée par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008.

Aussi, par courrier du 7 septembre 2012, et en vertu des articles L 123-17 et L 230-1 du code de l'urbanisme, la propriétaire a adressé à la Ville une mise en demeure d'acquérir une partie de son terrain représentant une emprise foncière de 700 m² issue de cette parcelle SC 106. Elle envisage de céder ultérieurement à la Ville le solde de la parcelle, soit un terrain de 1475 m².

Des négociations ont été menées par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.) dans le cadre de la convention de mandat signée le 25 mai 1990 avec la Ville pour la réalisation des acquisitions foncières sur l'ensemble du secteur de Port Marianne.

Mme Simone BOYET a signé une promesse unilatérale de vente à la Ville de ce terrain de 700 m² situé en zone AU0-2 du PLU au prix de 21.000 €. Ce montant est conforme à l'estimation des services fiscaux du 21 juin 2012.


En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous demandons :

- d'autoriser l'acquisition de la propriété de Mme Simone BOYET, parcelle cadastrée SC 106p située avenue Raymond Dugrand, au prix de 21.000 €,

- d'autoriser la saisine du notaire du vendeur afin de rédiger l'acte authentique constatant cette cession aux frais de la Ville ou de son mandataire,
- de dire que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, la S.E.R.M. interviendra à l'acte en tant que tiers payeur au titre de la convention de mandat,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Hérauld

Publiée le : 13/11/2012



Direction Générale des Finances Publiques de
la Région Languedoc-Roussillon et du Montpellier, le 22 mars 2012
Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 0 467 226 266

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr



Ville de Montpellier
Urbanisme Aménagement
Urbanisme Opérationnel
Domainialité Publique
1 Place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Objet: Parcelle HX 27

V/réf. : Mme Patricia BOURRAT

N/réf. : dossier 2012-172V0593

- 1 - Service consultant : ville de Montpellier.
- 2 - Objet et but de la consultation : demande d'estimation de la valeur vénale d'un terrain nu en nature de délaissé, cadastré HX 27, emprise de 878 m2 sur le domaine public, avenue de la Liberté/rue de La Feuillade, quartier Figuerolles, et ce, dans le cadre d'un déclassement du domaine public communal et de l'Opération Grand Cœur ; la Ville propriétaire envisageant la cession à la SERM.
- 3 - Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Montpellier.
- 4 - Situation locative : libre.
- 5 - Description sommaire des biens : terrain nu en friche, en nature de délaissé, en forme de croissant situé aux abords de l'avenue de la Liberté ; constructibilité possible parce qu'adjonction à la partie de terrain constructible immédiatement de la parcelle HX 27.
- 6 - Origine de propriété : non recherchée
- 7 - Urbanisme : en zone 1U1-1fw du PLU en vigueur, COS NR, possibilité de 4000 m2 de SHON.
- 8 - Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

Après étude et enquête, compte tenu de la constructibilité aléatoire, des règles de prospect, et eu égard à l'observation du marché foncier de biens similaires, la valeur vénale du terrain faisant l'objet de la demande est de l'ordre de 340 000€.

Pour l'Administratrice Générale des Finances
publiques,

L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Foncier Opération rue Lafeuillade vente à la SERM emprise de 12 m²

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2012, la Ville a déclassé du domaine public un espace libre, non aménagé, d'une superficie de 878 m² environ situé rue Lafeuillade, créant ainsi deux parcelles cadastrées HX 557 de 12 m² et HX 558 de 742 m².

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain Grand Coeur, la Ville a vendu à la SERM la parcelle HX 558, l'acte a été signé le 09 octobre 2012.

Afin de corriger les limites parcellaires du lot A créé sur une partie de l'unité foncière, il convient de vendre à également la SERM la parcelle HX 557 de 12 m².

Compte tenu de l'estimation des services fiscaux en date du 22 mars 2012 incorporant cette emprise de 12 m² dans l'évaluation globale de toute l'emprise déclassée, et de la transaction déjà signée avec la SERM pour la parcelle HX 558 pour un montant total de 340 000 €, ce terrain de 12 m² sera cédé à l'euro symbolique.

En conséquence et afin de régulariser la situation foncière, il est proposé de vendre à la SERM la parcelle HX 557 de 12 m² à l'euro symbolique, et de confier la rédaction de l'acte à Maître Bonnary, notaire de la SERM sur cette opération.

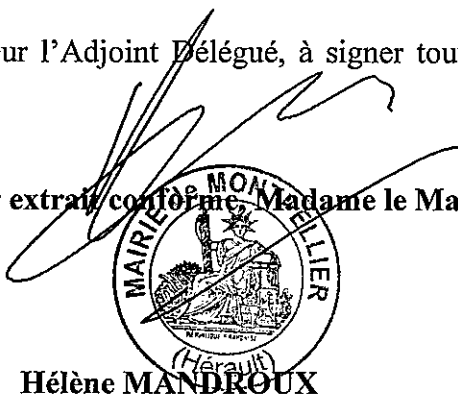
Après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :

- De vendre à la SERM la parcelle HX 557 de 12 m² à l'euro symbolique,
- De confier la rédaction de l'acte à Maître Bonnary notaire à Montpellier, aux frais de la SERM, acquéreur,

- D'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



MAIRIE DE MONTPELLIER
(Hérault)

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 6 septembre 2012

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgif.finances.gouv.fr



Mairie de MONTPELLIER

Département urbanisme et aménagement

Service foncier opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2



Objet : Evaluation d'un immeuble (IZ 355).

N/Référence : dossier n° 2012.172V1710.

1-Service consultant : Ville de Montpellier.

2-Description sommaire des biens : Immeuble construit en R + 1, cadastré IZ 355 sis 21 rue Saint-Antoine à MONTPELLIER.

Superficie utile totale de l'ordre de 100 m².

Etat d'entretien : Immeuble menaçant de tomber en ruine faisant l'objet d'un arrêté de péril imminent en date du 16 juillet 2009.

3-Propriétaire : Bien sans maître.

4-Situation locative : Bien libre d'occupation.

5-Réglementation d'urbanisme : Zone 1U1-1fw du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006 modifié en dernier lieu le 24 mai 2011 : zone de bâti dense et continu où l'habitat et l'activité se côtoient. Secteur de faubourgs localisés à forte identité architecturale dans la 1^{ère} couronne autour du centre historique.

COS non réglementé.

Parcelle comprise dans le périmètre de l'opération de restauration immobilière Figuerolles-Parc Clémenceau (D.U.P. Figuerolles 2).

6-Valeur vénale des locaux :

Compte tenu de l'état général de l'immeuble (immeuble à l'abandon sans aucun entretien) et des valeurs unitaires tirées du marché local immobilier de biens similaires, la valeur vénale de l'immeuble faisant l'objet de la demande, appréciée selon la méthode par comparaison, peut être estimée à 50 000 € sur la base d'un prix unitaire de 500 €/m².

Pour la Directrice Générale des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
19 NOV. 2012
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Incorporation d'un bien sans maître au domaine privé communal Immeuble cadastré IZ 355 21 rue Saint-Antoine

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le Code Général de la propriété des personnes publiques (CG3P) définit les catégories de biens sans maître (article L. 1123-1) et en précise les modalités d'acquisition par la commune (article L 1123-3). Conformément à l'article 713 du Code Civil, « les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés ».

Aux termes de l'article L 1123-1, 2^{ème} alinéa du Code Général de la propriété des personnes publiques, sont considérés comme n'ayant pas de maître « des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de 3 ans, les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers ».

Un arrêté municipal n ° 2011/ 3597/T/R du 23 janvier 2012, reçu en Préfecture le 2 février 2012, a constaté que l'immeuble cadastré IZ 355, sis 21 rue Saint-Antoine, répondait aux conditions susvisées et était susceptible d'appropriation par la commune.

Cet arrêté a fait l'objet des mesures de publicité réglementaires prévues à l'article L.1123-3 du Code Général de la propriété des personnes publiques (notification au Préfet de l'Hérault en date du 14 février 2012, notification au dernier domicile connu du propriétaire en date du 14 février 2012, insertion dans « La Gazette de Montpellier » du 9 février 2012, affichage à l'hôtel de Ville et sur site le 14 février 2012).

Aucun propriétaire ne s'étant fait connaître dans un délai de 6 mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité susvisées, le bien est présumé sans maître au titre de l'article 713 du Code Civil et peut être acquis par la commune.

S'agissant d'un immeuble bâti à usage d'habitation, je vous propose d'approuver l'incorporation de ce bien au domaine privé de la Ville, et d'autoriser Madame le Maire à constater cette incorporation par arrêté municipal conformément à l'article L. 1123-3 du Code Général de la Propriété des personnes publiques.

Pour information, il est précisé que la valeur vénale de ce bien a été évaluée par les services fiscaux, en date du 6 septembre 2012, à 50 000 €.

En conséquence et conformément à la procédure d'acquisition des biens sans maître, nous vous proposons :


-d'approuver l'incorporation dans le domaine privé communal de l'immeuble cadastré IZ 355, sis 21 rue Saint-Antoine à Montpellier,

-d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à constater cette incorporation au domaine communal par arrêté municipal conformément à l'article L.1123-3 du Code Général de la Propriété des personnes publiques,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire et à acquitter les frais d'enregistrement y afférents. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 13 septembre 2012

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet: Bail à construction Hérault Habitat.

Demande du 27/08/2012.

Dossier suivi par Mme Fabre.

Référence: dossier n° 2012 172 V 1709.



Mairie de Montpellier

Service Foncier Opérationnel

1, Place Georges Frêche

34064 Montpellier Cedex 2



- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Description et situation des biens :** Parcelle de terrain nu (après démolition des bâtis par la ville) et constructible pour 3 806 m² au sol et une SHON de l'ordre de 3 624 m².
Référence cadastrale : TK 6
- 3- **Urbanisme applicable :** 4AU6 du PLU de Montpellier à jour au 24 mai 2011.
- 4- **Conditions juridique de la mise à disposition :** Mise à disposition par voie de bail à construction d'une durée de 52 ans avec obligation pour le preneur (Hérault Habitat) de réaliser un programme de 40 logements collectifs dont le prix de revient est fixé à 4 461 657 €. A l'expiration du bail, la propriété des constructions réalisées sera transférée au bailleur sans indemnité.
- 5- **Evaluation de la redevance annuelle :**
La valeur actuelle de la parcelle bâtie TK 6, estimée en fonction des droits à construire disponibles, est de l'ordre de 725 000 €.
Le montant des investissements prévu par le preneur s'élève à 4 461 657 €.
Sur la base de ces données, le montant de la redevance annuelle, déterminée selon la méthode directe, est fixée à l'euro symbolique.

Pour la Directrice régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de Bremoy



Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Bail à construction entre la Ville et "Hérault Habitat" Immeuble sis 599, rue de Puech Villa

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville est propriétaire d'un bien immobilier, situé 599 rue de Puech Villa, cadastré TK 6, et constructible, après démolition des bâtis par la Ville, d'une superficie au sol de 3806 m², classé au PLU en zone 4AU 6.

Dans le cadre de la nécessaire résorption de l'habitat très précaire, ce terrain disponible et susceptible d'accueillir un programme d'aménagement urbain à vocation sociale, représentant 40 logements et des espaces de vie communs dans un cadre de vie décent, a été sélectionné.

La Ville a recherché un opérateur et bailleur foncier social pour conduire cette opération et Hérault Habitat s'est proposé en décembre 2009 pour accompagner la Ville dans cette démarche. Des études ont été menées depuis lors par Hérault Habitat pour initier le dossier de réalisation de l'opération foncière et un concours de maîtrise d'œuvre organisé pour la création de 40 logements collectifs locatifs.

Afin de permettre désormais la construction et la gestion des logements, il est proposé de mettre le terrain à disposition d'Hérault Habitat par le biais d'un bail à construction, dont la rédaction serait confiée à Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, sur les principes suivants examinés en lien avec le preneur :

- la passation d'un bail de longue durée (52 ans), correspondant à l'amortissement de l'opération, dont le prix de revient est estimé à hauteur de 4 461 657 €, avec l'obligation pour le preneur de réaliser un programme de 40 logements collectifs ainsi qu'un local à usage commun, le preneur ne pouvant modifier la destination des lieux mis à sa disposition,
- l'apport par la Ville du terrain d'une valeur estimée, en fonction des droits à construire disponibles, à 725 000 €,
- un droit de retour des biens à la Ville en fin du bail,
- le versement d'une redevance annuelle par le preneur à l'euro symbolique, conformément à l'avis des Domaines en date du 13 septembre 2012,
- la prise en charge par le preneur des frais de l'acte de constitution de bail.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

-de décider de mettre à disposition d' Hérault Habitat la parcelle TK 6, propriété de la Ville, d'une superficie de 3806 m2, en vue de la réalisation d'un programme de 40 logements sociaux et d'un local à usage commun, sur un terrain situé 599, rue de Puech Villa, par le biais d'un bail à construction à l'euro symbolique d'une durée de 52 années,

-d'autoriser la signature d'un bail à construction rédigé à cet effet par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, selon les principes ci-avant exposés,

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 13 septembre 2012

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet: Bail à construction Hérault Habitat.

Demande du 27/08/2012.

Dossier suivi par Mme Fabre.

Référence: dossier n° 2012 172 V 1709.



Mairie de Montpellier

Service Foncier Opérationnel

1, Place Georges Frêche

34064 Montpellier Cedex 2



- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Description et situation des biens :** Parcelle de terrain nu (après démolition des bâtis par la ville) et constructible pour 3 806 m² au sol et une SHON de l'ordre de 3 624 m².
Référence cadastrale : TK 6
- 3- **Urbanisme applicable :** 4AU6 du PLU de Montpellier à jour au 24 mai 2011.
- 4- **Conditions juridique de la mise à disposition :** Mise à disposition par voie de bail à construction d'une durée de 52 ans avec obligation pour le preneur (Hérault Habitat) de réaliser un programme de 40 logements collectifs dont le prix de revient est fixé à 4 461 657 €. A l'expiration du bail, la propriété des constructions réalisées sera transférée au bailleur sans indemnité.
- 5- **Evaluation de la redevance annuelle :**
La valeur actuelle de la parcelle bâtie TK 6, estimée en fonction des droits à construire disponibles, est de l'ordre de **725 000 €**.
Le montant des investissements prévu par le preneur s'élève à **4 461 657 €**.
Sur la base de ces données, le montant de la redevance annuelle, déterminée selon la méthode directe, est fixée à l'euro symbolique.

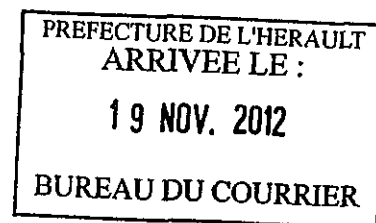
Pour la Directrice régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de Bremoy




MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES





100581501
AB/GB/

**BAIL A CONSTRUCTION
COMMUNE DE MONTPELLIER
/
HERAULT HABITAT**

L'AN DEUX MILLE DOUZE,
LE ,

A MONTPELLIER, (Hérault), au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître André BONNARY, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle dénommée "François GRANIER, André BONNARY, Rémi FOURNIER MONTGIEUX, Jean-Christophe CLARON et Laurent DAUDET, Notaires", titulaire d'un Office Notarial à MONTPELLIER (Hérault), soussigné,

A RECU, à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte contenant BAIL A CONSTRUCTION.

IDENTIFICATION DES PARTIES

BAILLEUR

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'HERAULT, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000), identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

Dénommée ci-après par le vocable le "**BAILLEUR**".

PRENEUR

La Société dénommée **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (dénomination commerciale HERAULT HABITAT)**, Etablissement public local à caractère industriel ou commercial dont le siège est à MONTPELLIER CEDEX 4 (34085), 100 rue de l'Oasis, identifiée au SIREN sous le numéro 273400010 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Dénommée ci-après par le vocable le "**PRENEUR**".

PRESENCE - REPRESENTATION

- La **COMMUNE DE MONTPELLIER** est représentée à l'acte par

Cette opération a fait l'objet d'une délibération de son Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012 visée par la Préfecture de l'Hérault, le [] dont une ampliation est demeurée ci-jointe et **annexée** après mention.

L'Etablissement dénommé **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT**, dont la **dénomination commerciale est HERAULT HABITAT** est représentée à l'acte par Monsieur Jean-Pierre PUGENS, habilité aux présentes en sa qualité de Directeur Général dudit établissement, fonction à laquelle il a été nommé suivant délibération du Conseil d'administration en date du 23 octobre 2008, reçue en Préfecture de l'Hérault le 27 octobre 2008, n'ayant fait l'objet d'aucun recours administratif,

Et spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 22 novembre 2012, dont une ampliation a été reçue en Préfecture de l'Hérault le [] 2012, et dont une copie est demeurée **annexée** aux présentes après mention.

Le représentant du **VENDEUR** déclare que cette délibération n'a fait l'objet d'aucun recours administratif, et qu'elle a été régulièrement affichée au siège de son établissement.

DEFINITIONS

Dans un but de simplification, au cours des présentes, certains termes auront une acception spéciale :

- Le "**BAILLEUR**" désignera la **COMMUNE DE MONTPELLIER**, et son représentant agissant *ès-qualité*;

- Le "**PRENEUR**" désignera l'**OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (dénomination commerciale HERAULT HABITAT)**, et son représentant agissant *ès-qualité*;

- Les "**BIEN**" et "**IMMEUBLE**" désigneront le terrain et les droits à construire y attachés décrit, objet des présentes.

LESQUELS, préalablement au bail à construction objet des présentes, ont exposé ce qui suit:

E X P O S E

1) Propriété du terrain

Le **BAILLEUR** est propriétaire d'un terrain situé à MONTPELLIER (34090), 599, rue de Puech Villa d'une superficie de 3.806 m², qui sera plus amplement désigné ci-après.

2) Constructions projetées

Le **PRENEUR** se propose de faire édifier sur le terrain loué un programme d'aménagement urbain à vocation sociale, représentant 40 logements collectifs locatifs et des espaces de vie communs, dont une salle polyvalente à usage commun.

Etant ici précisé que le **PRENEUR** aura interdiction de modifier la destination des constructions.

3) Caractéristiques techniques de la construction projetée

Les normes de construction, le genre et la qualité des matériaux devant être utilisés, ainsi que leur mode d'utilisation, ont été précisés dans un devis descriptif devant servir de base aux marchés qui seront conclus par le PRENEUR avec ses entrepreneurs et fournisseurs pour l'ensemble des travaux de construction du bâtiment et de ses équipements qu'ils soient collectifs, extérieurs.

Ce devis descriptif des conditions et caractéristiques techniques de l'opération de construction projetée sera établi par le Cabinet Antoine Garcia Diaz architecte à MONTPELLIER.

Etant ici précisé qu'un tableau prévisionnel de répartition des surfaces habitables et de la Surface de plancher est demeuré joint et **annexé** aux présentes après mention

4) Financement de la construction

Le PRENEUR déclare qu'il financera la construction de l'ensemble immobilier au moyen d'un prêt PLAI d'un montant prévisionnel de 3.020.000 euros.

Ceci exposé, il est passé au bail à construction.

BAIL A CONSTRUCTION

Le BAILLEUR, par ces présentes, donne à bail à construction, dans les termes des articles L 251-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Au PRENEUR, ici présent et qui accepte,

Le terrain à bâtir dont la désignation suit:

DESIGNATION

A MONTPELLIER (HÉRAULT) 34090 599 Rue du Puech Villa,
Un terrain à bâtir, cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
TK	6	599 RUE DE PUECH VILLA	00 ha 38 a 06 ca

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître Mathieu ARNAUD Notaire à MONTPELLIER le 18 avril 2008, dont une copie authentique a été publiée au 1er bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 16 mai 2008, volume 2008P, numéro 6795.

SERVITUDES

Le BAILLEUR déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les immeubles loués et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles éventuellement indiquées au présent acte.

CONDITIONS GENERALES

1) - Le PRENEUR prendra le terrain présentement loué dans son état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours contre le BAILLEUR pour quelque cause que ce soit, et notamment, pour mauvais état du sol et du sous-sol, vices même cachés, comme aussi sans aucune garantie d'erreur dans la désignation et dans la contenance indiquée, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins.

Etant précisé que le PRENEUR déclare avoir fait effectuer préalablement les études de sol et d'impact nécessaires à la construction envisagée.

2) - Le **PRENEUR** fera son affaire personnelle de toutes servitudes administratives qui peuvent grever le terrain loué et qui résulteraient des plans d'urbanisme et des prescriptions d'ordre réglementaire ainsi que des servitudes de toute nature pouvant grever le terrain loué sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe.

A cet égard, le **BAILLEUR** déclare qu'à sa connaissance il n'existe pas d'autres servitudes que celles résultant des conventions le cas échéant rapportées aux présentes.

Le **BAILLEUR** déclare :

- qu'il n'a personnellement créé ni laissé acquérir aucune servitude quelconque sur le bien loué ;
- qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi, de toutes prescriptions administratives, des règles d'urbanisme, des anciens titres de propriété et du permis de construire sus visé ;
- que le terrain loué n'est grevé d'aucune servitude ou empêchement quelconque (notamment existence de canalisations) susceptible de mettre obstacle à l'édification et à l'exploitation de la construction envisagée par le **PRENEUR** ;
- que le terrain loué n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation classée.

SITUATION LOCATIVE

Le **BAILLEUR** déclare que le terrain présentement donné à bail à construction est libre de toute location, occupation ou réquisition de quelque nature que ce soit.

DUREE

Le présent bail à construction est consenti et accepté pour une durée de CINQUANTE DEUX (52) ANS qui commencera à courir à compter de la signature des présentes, pour se terminer le []].

En aucun cas, la durée du présent bail à construction ne pourra faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction.

CONDITION RESOLUTOIRE

La condition résolutoire est définie par l'article 1183 du code civil ci-après littéralement reporté :

" La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation ; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive. "

La présente vente est soumise à la condition résolutoire de :

- non-obtention d'un permis de construire définitif dans un délai de deux ans à compter de ce jour, autorisant les constructions projetées aux présentes, purgé de tous recours, contentieux ou gracieux, ainsi que du délai de retrait de l'administration.

Précision étant faite qu'en cas de réalisation de la condition résolutoire, le **BIEN** objet du présent bail sera restitué au **BAILLEUR** en l'état sans qu'il ne puisse obtenir une quelconque indemnisation, ce que le **BAILLEUR** déclare accepter expressément.

Un acte constatant la disparition de la présente condition résolutoire sera reçu *a posteriori* par le Notaire soussigné.

Conformément aux dispositions de l'article 1183 du Code civil, la résolution opérera anéantissement rétroactif de l'acte et donc révocation de toutes les obligations des présentes

Cette résolution donnera donc lieu à restitution des droits et biens objet des présentes par le **PRENEUR** au **BAILLEUR** et à restitution des loyers reçus par le **PRENEUR** au **BAILLEUR**

En outre, tous les actes accomplis par le PRENEUR sur les terrains objet des présentes seront rétroactivement anéantis.

En cas de réalisation de travaux d'aménagement ou de construction sur les terrains mis à bail, le BAILLEUR sera en droit d'exiger du PRENEUR la remise des lieux en l'état primitif, sans qu'il y ait lieu au versement d'une indemnité quelconque.

Le PRENEUR s'engage à supporter seul le coût notamment fiscal de cette résolution.

En conséquence, le PRENEUR prendra à sa charge tous les frais, droits et taxes liés à cette résolution, considérée par l'Administration fiscale comme une nouvelle mutation.

En outre, l'administration fiscale étant en droit de ne pas restituer les taxes et droits payés à l'occasion des présentes sous condition résolutoire en vertu de l'article 1961 alinéa 1 du CGI, ces taxes et droits seront définitivement supportés par le PRENEUR.

CONDITIONS PARTICULIERES

1) - Engagement de construction

Le PRENEUR s'oblige à édifier ou faire édifier à ses frais, sur le terrain présentement loué, des constructions conformes au descriptif analysé en l'exposé qui précède. Il ne pourra apporter au projet de construction ainsi défini aucune modification d'exécution ou de détail sans avoir obtenu préalablement par écrit l'accord du BAILLEUR à leur sujet.

Le PRENEUR s'oblige à poursuivre l'édification desdites constructions jusqu'à leur complet achèvement ainsi que des éléments d'infrastructure ou d'équipement qui peuvent être nécessaires à la desserte et, d'une manière générale, à la mise en fonctionnement de l'ensemble immobilier projeté.

Les constructions devront être édifiées conformément aux règles de l'art, aux prescriptions réglementaires et administratives et aux obligations résultant du permis de construire, notamment en vue de la délivrance de l'attestation relative à la conformité.

Le PRENEUR devra prendre toutes les dispositions utiles pour n'apporter aucun trouble de quelque nature qu'il soit aux propriétés voisines, particulièrement en ce qui concerne les travaux de terrassement et les fondations.

2) - Délai pour déposer la demande du permis et pour son affichage :

Le PRENEUR devra justifier auprès du BAILLEUR du dépôt de la demande de permis de construire et ce dans un délai de deux (2) mois à compter de la signature des présentes, au moyen d'un récépissé délivré par l'autorité compétente.

Le PRENEUR s'engage à faire procéder à l'affichage du permis de construire obtenu expressément sur le chantier dans les huit (8) jours de sa réception, et à en justifier sans délai au BAILLEUR, étant précisé que seul l'affichage sur le terrain fait courir à l'égard des tiers le délai de recours contentieux et ce, à compter du premier jour d'une période continue de deux mois de cet affichage. Le PRENEUR devra, en conséquence, faire constater à ses frais, par exploit d'huissier cet affichage sur les lieux et en Mairie.

3) - Délai d'exécution des travaux

Le PRENEUR s'oblige à commencer les travaux, au plus tard :

- le 1er septembre 2013 en cas d'obtention d'un permis définitif avant cette date,
- ou, postérieurement au 1er septembre 2013, dans un délai d'un mois à compter de l'obtention d'un permis de construire devenu définitif,
- ou à l'expiration du délai de deux ans relatif à la condition résolutoire ci-dessus visée,

Le tout de manière que les constructions projetées et les éléments d'infrastructure et d'équipement soient totalement achevés dans les 12 mois qui suivront ledit commencement des travaux.

Le délai ainsi fixé est basé sur les possibilités normales d'approvisionnement et de main-d'oeuvre.

Les travaux seront poursuivis de façon continue et sans aucune interruption sauf cependant pour le cas de force majeure ne provenant pas du fait des entrepreneurs qui en seront chargés, tels que grèves ou intempéries pouvant nuire à la bonne exécution ou compromettre la solidité des ouvrages. En cas de force majeure définie comme il précède, l'époque prévue pour l'achèvement sera différée d'un temps égal à celui pendant lequel l'événement considéré aura mis obstacle à la poursuite des travaux.

4) - Détermination de l'achèvement

L'obligation d'achever les constructions qui incombe au **PRENEUR** comporte, pour ce dernier, celle d'obtenir, le moment venu, le récépissé de la déclaration d'achèvement prévue par l'article R. 460-1 et suivants du Code de l'urbanisme, ou s'il en a été délivré plusieurs celle de la délivrance du dernier de ceux-ci.

Nonobstant la date à laquelle ledit récépissé de la déclaration d'achèvement aura été délivré, Il est expressément convenu entre **BAILLEUR** et **PRENEUR** que l'opération de construction projetée ne sera réputée achevée que lorsqu'auront été exécutés les ouvrages et que seront installés les éléments d'équipement qui sont indispensables à l'utilisation, conformément à sa destination, de l'immeuble à construire. Pour l'appréciation de cet achèvement, les défauts de conformité avec les prévisions ne seront pas pris en considération lorsqu'ils n'auront pas un caractère substantiel, ni les malfaçons qui ne rendront pas les ouvrages ou éléments ci-dessus visés impropres à leur utilisation.

L'achèvement de l'immeuble devra être notifié sans retard au **BAILLEUR**.

La constatation de l'achèvement par le **BAILLEUR** et le **PRENEUR** ou, à défaut d'accord, par une tierce personne choisie d'un commun accord entre eux ou, en cas de difficulté sur ce choix, désignée par le Président du Tribunal de Grande Instance du ressort du lieu de situation de l'immeuble sur la seule requête de la partie la plus diligente, n'emportera par elle-même ni reconnaissance de la conformité aux prévisions, ni renonciation au droit du **BAILLEUR** d'exiger cette conformité.

5) - Détermination de la conformité

Le **PRENEUR** s'oblige à déposer la déclaration d'achèvement et d'effectuer les démarches permettant d'obtenir la certification de conformité des travaux dès l'achèvement de ceux-ci, et ce auprès de la Mairie.

Il s'oblige à obtenir de l'administration une attestation certifiant la conformité des travaux avec le permis de construire ou que la déclaration n'a pas été contestée.

Il s'oblige également à notifier cette attestation au **BAILLEUR** et à en effectuer le dépôt au rang des minutes du notaire soussigné.

Le **PRENEUR**, ayant seul la qualité de maître de l'ouvrage, restera seul qualifié tant pour donner les instructions nécessaires à la poursuite des travaux que pour prononcer la réception d'abord provisoire, puis définitive des constructions projetées.

Pour vérifier la conformité des constructions prévues au présent bail à construction avec les plans et devis qui déterminent les conditions techniques dans lesquelles l'immeuble doit être réalisé, le **BAILLEUR** disposera d'un délai de 6 mois à compter de la constatation de l'achèvement de l'immeuble dans les conditions ci-dessus exposées sans, toutefois, que ce délai puisse excéder 12 mois à compter de la notification qui lui aurait été faite par le **PRENEUR**, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la délivrance de l'attestation certifiant la conformité ou que la déclaration d'achèvement n'a pas été contestée.

Au cours de ce délai, le **BAILLEUR** pourra notifier au **PRENEUR**, par lettre recommandée, les défauts de conformité qu'il aura constatés. Cette notification conservera, au profit du **BAILLEUR**, tous recours et actions contre le **PRENEUR**. Par contre, une fois expiré le délai ci-dessus prévu, le **BAILLEUR** ne pourra plus élever de nouvelles contestations relatives à la conformité.

6) - Constitution et acquisition de droits réels

Le **PRENEUR** pourra grever de privilèges et d'hypothèques son droit au présent bail à construction et les constructions qu'il aura édifiées sur le terrain qui en est l'objet.

Il pourra aussi consentir, conformément à la loi, les servitudes passives indispensables à la réalisation des constructions prévues au bail ; toutes autres servitudes ne pourront être conférées qu'avec le consentement du **BAILLEUR**.

Le **BAILLEUR** donne également tous pouvoirs au **PRENEUR** à l'effet d'acquérir les servitudes, mitoyennetés, droits de passage nécessaires à la réalisation des constructions prévues au présent bail à construction. Ces pouvoirs sont conférés au **PRENEUR** dans l'intérêt commun du **BAILLEUR** et du **PRENEUR** et en contrepartie des engagements contractés par le **PRENEUR** envers le **BAILLEUR**.

En conséquence, ces pouvoirs sont stipulés irrévocables. Ils expireront à la date de délivrance de l'attestation visée au paragraphe 4 ci-dessus. Le **PRENEUR** devra, dans le délai de 2 mois à compter de la délivrance de l'attestation visée au paragraphe 4 ci-dessus, rendre compte au **BAILLEUR** conformément à l'article 1993 du Code civil. Il est expressément convenu au surplus que les sommes qui pourraient être payées à des tiers, au titre de ces acquisitions et en exécution des conventions passées par le **PRENEUR**, seront supportées exclusivement par ce dernier qui s'y oblige expressément.

A l'expiration du bail à construction par arrivée du terme contractuel ou résiliation amiable ou judiciaire, toutes les servitudes autres que celles indispensables à la réalisation des constructions prévues et celles à la constitution desquelles le **BAILLEUR** aurait consenti, ainsi que tous les privilèges et hypothèques conférés par le **PRENEUR** et ses ayants cause, s'éteindront de plein droit. Toutefois, si le bail prend fin avant son terme contractuel par résiliation amiable ou judiciaire, les privilèges ou hypothèques visés au premier alinéa et inscrits, suivant le cas, avant la publication de la demande en justice tendant à obtenir cette résiliation ou avant la publication de l'acte ou de la convention la constatant, ne s'éteindront qu'à la date primitivement convenue pour l'expiration du bail.

7) - Entretien des constructions

Le **PRENEUR** devra pendant tout le cours du bail conserver en bon état d'entretien les constructions édifiées et tous les aménagements qu'il y aura apportés, et effectuer à ses frais, et sous sa responsabilité, les réparations de toute nature, y compris les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du Code civil et par l'usage, ainsi que le remplacement de tous éléments de la construction et de son aménagement au fur et à mesure que le tout se révélera nécessaire.

Le **BAILLEUR** aura droit de faire visiter la propriété et les constructions par son architecte ou son mandataire une fois par an, à ses frais, pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien, de réparation petites ou grosses.

Le **PRENEUR** répondra de l'incendie des constructions édifiées quelle qu'en soit la cause. En cas de sinistre, le **PRENEUR** sera tenu de procéder à la reconstruction de l'immeuble ou à la remise en état des parties endommagées ou à la reconstruction des fractions détruites, tel que cela est ci-après exposé au paragraphe « Assurances ».

Si les constructions sont détruites par cas fortuit, ou force majeure, le **PRENEUR** ne sera pas obligé de reconstruire le bâtiment détruit, et la résiliation du bail pourra, à la demande de l'une ou l'autre partie, être prononcée par décision judiciaire qui statuera également sur les indemnités qui pourraient alors être dues.

8) - Cession - apport en société

Le **PRENEUR** pourra céder, conformément à la loi, tout ou partie de ses droits ou les apporter en société. Les cessionnaires ou la société bénéficiaire de l'apport devront s'engager directement envers le **BAILLEUR** à l'exécution de toutes les conditions du présent bail à construction.

Les cessionnaires demeureront tenus solidairement entre eux et avec le **PRENEUR**, vis-à-vis du **BAILLEUR**, des mêmes obligations que le **PRENEUR**, et celui-ci en reste garanti jusqu'à l'achèvement des constructions que le **PRENEUR** s'est engagé à édifier aux termes du présent contrat.

Toutefois, en cas de fusion de la société preneuse, la société issue de la fusion ou la société bénéficiaire de l'apport sera substituée de plein droit à la société preneuse dans tous les droits et obligations découlant du présent bail à construction. Le **BAILLEUR**, dans la mesure seulement où l'obligation de garantie ne pourrait plus être assurée dans les termes de la convention, pourra demander au Tribunal à y substituer éventuellement toutes les garanties que le Tribunal jugera suffisantes.

Toute cession ou tout apport en société devra être notifié par exploit d'huissier au **BAILLEUR** qui conservera tous droits vis-à-vis tant du **PRENEUR** que de ceux que ce dernier se sera substitué, avec solidarité et sans division entre eux.

Une copie exécutoire de l'acte sera délivrée au **BAILLEUR** aux frais du cessionnaire.

9) - Locations

Le **BAILLEUR** autorise le **PRENEUR** à conclure tous baux, locations ou conventions d'occupation quelconques avec une personne autre que le bailleur.

Etant ici précisé que le **PRENEUR** aura la gestion exclusive des logements sociaux.

Les conditions de gestion de la salle polyvalente seront définies par une convention sous seings privés qui sera conclue postérieurement au présent acte entre les parties.

10) - Contributions

Le **PRENEUR** acquittera pendant toute la durée du bail, en sus du prix du bail ci-après stipulé, les impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature auxquels le terrain loué et les constructions qui seront édifiées par ses soins peuvent et pourront être assujetties.

11) - Assurances

Le **PRENEUR** sera tenu d'assurer, dès le début des travaux, et de maintenir assurées contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux et autres risques, les constructions qu'il se propose d'édifier. Il devra également contracter une assurance contre les risques civils.

Ces assurances seront contractées de manière à permettre la reconstruction à l'identique de l'immeuble ou sa remise en état, ou la reconstitution des parties détruites. Le **PRENEUR** justifiera de ces assurances et de l'acquis exact des primes à toute demande du **BAILLEUR**.

Le **BAILLEUR** aura toujours le droit de se substituer au **PRENEUR** pour payer les primes des assurances et de souscrire les polices d'assurances complémentaires si le **PRENEUR** ne satisfait pas aux obligations qui lui sont imposées par la présente clause. Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, le **PRENEUR** devra rembourser au **BAILLEUR** le montant des primes ainsi que les frais entraînés par la souscription des nouvelles polices d'assurances, s'il y a lieu.

En cas de sinistre survenu au bâtiment édifié pendant la durée du bail, le **PRENEUR** sera tenu de procéder à la reconstruction ou à la remise en état des parties détruites à ses frais, risques et périls exclusifs sans recours ni répétition contre le **BAILLEUR**, l'indemnité versée par la ou les compagnies d'assurances sera employée à la reconstruction de l'immeuble ou à sa remise en état ou à la reconstitution des parties détruites, le tout sauf décision commune contraire des parties.

Pour assurer au **BAILLEUR** l'exécution par le **PRENEUR** des engagements ainsi souscrits, celui-ci délègue et transporte au profit du **BAILLEUR** le montant de toutes les indemnités qui pourraient lui être allouées de ce chef. Par suite, celles-ci seront versées entre les mains d'un tiers séquestre désigné soit amiablement par les parties, soit par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de la situation de l'immeuble rendue à la requête de la partie la plus diligente. Cette ordonnance déterminera en outre l'étendue et les modalités de la mission du séquestre. Pour assurer au **BAILLEUR** l'effet du transport ci-dessus consenti, notification en sera faite aux compagnies d'assurances intéressées.

Pour la reconstruction et remise en état, le **PRENEUR** devra obtenir les autorisations administratives (permis de construire ou autres) également nécessaires et sera tenu de faire toute délégation en vue de l'obtention de ces autorisations.

Pour le cas de non-obtention des autorisations administratives, et plus généralement pour le cas d'impossibilité de reconstruire le ou les bâtiments sinistrés ou de remettre en état les parties détruites, il est d'ores et déjà convenu ce qui suit :

- 1- S'agissant d'un sinistre partiel, le présent bail se poursuivra jusqu'à sa date d'expiration conventionnelle : l'obligation de construire du **PRENEUR** comme l'accession du **BAILLEUR** à la propriété du bâtiment seront limitées aux portions de l'immeuble non détruites par le sinistre ; la redevance due par le **PRENEUR** au **BAILLEUR** sera réduite proportionnellement.
- 2- S'agissant d'un sinistre ayant entraîné la destruction totale des bâtiments édifiés, le présent bail prendra fin de plein droit à la date de refus de délivrance de l'autorisation de construire et au plus tard douze (12) mois après la date du sinistre ; cette résiliation n'entraînera aucune indemnité ni dommages-intérêts au profit de l'une ou l'autre des parties, le **BAILLEUR** reprendrait son terrain ou les vestiges résultant de la destruction du ou des bâtiments.

Dans l'un comme l'autre cas, l'indemnité qui sera due par les compagnies d'assurances au titre du sinistre considéré reviendra aux deux parties (**BAILLEUR** et **PRENEUR**) dans les proportions suivantes :

- le **BAILLEUR** aura droit à une portion de l'indemnité proportionnelle au nombre d'années écoulées depuis l'achèvement des constructions par rapport à la durée conventionnelle du présent bail ;

- le **PRENEUR** aura droit au reliquat de l'indemnité, c'est-à-dire à une portion de cette indemnité proportionnelle au nombre d'années restant à courir sur la durée de la convention par rapport à la durée conventionnelle du bail.

Chacune des parties supportera, dans les mêmes proportions, tous frais, impôts ou taxes pouvant grever la perception par elles de la portion de l'indemnité lui revenant.

12) - Résiliation

Le présent bail pourra être résilié de plein droit pour défaut de paiement de son prix ou d'exécution de l'une ou l'autre des charges et conditions du bail, conventionnelles ou légales, si bon semble au **BAILLEUR**, un mois après un simple commandement de payer ou mise en demeure d'exécuter demeurés infructueux.

Toutefois, dans le cas où le **PRENEUR** aurait conféré des sûretés hypothécaires ou autres droits réels à des tiers, aucune résiliation du présent bail, tant amiable que judiciaire, ne pourra, sous peine d'inopposabilité à ces derniers, intervenir à la requête du **BAILLEUR**, avant l'expiration d'un délai d'un mois à partir de la date à laquelle le commandement de payer ou la mise en demeure d'exécuter auront été dénoncés aux titulaires de ces droits réels.

Si, dans les mois de cette dénonciation, ces derniers n'ont pas signifié au **BAILLEUR** leur substitution pure et simple dans les obligations du **PRENEUR**, la résiliation pourra intervenir.

Les conséquences fiscales de la résiliation sont les suivantes :

- si la résiliation a lieu après dix-huit années de bail, il y a une imposition au titre des revenus fonciers basée sur une assiette correspondant au prix de revient de l'immeuble déduction faite d'un abattement de 8% par an lorsque la résiliation se passe entre dix-huit et trente ans de bail, et l'imposition peut être étalée sur quinze ans sauf si revente de l'immeuble entre temps ;

- si la résiliation a lieu après moins de dix-huit années de bail, il y a une imposition au titre des revenus fonciers correspondant à la valeur des constructions dans les conditions de droit commun.

En outre, le Notaire précise aux parties qu'une résiliation anticipée moyennant une indemnité constitue une mutation soumise aux droits d'enregistrement des mutations à titre onéreux d'immeubles.

13) - Propriété des constructions

- Au cours du bail :

Les constructions édifiées et tous travaux et aménagements effectués par le **PRENEUR** resteront sa propriété et celle de ses ayants cause pendant toute la durée du présent bail à construction.

- A la fin du bail :

A l'expiration du bail, par arrivée du terme ou par résiliation amiable ou judiciaire, toutes les constructions édifiées par le **PRENEUR** ou ses ayants-cause et tous aménagements réalisés par lui sur le terrain loué, comme toutes améliorations de quelque nature qu'elles soient, deviendront de plein droit la propriété du **BAILLEUR**, sans qu'il soit besoin d'aucun acte pour constater cette accession.

14) - Location de l'immeuble à la fin du bail - droit de préférence du PRENEUR

Dans la mesure où le **BAILLEUR** déciderait, le bail à construction étant arrivé à son terme, de donner à bail l'immeuble dont il s'agit, il s'engage à conférer au **PRENEUR** aux présentes la préférence, ce que ce dernier, en sa qualité, accepte expressément.

Le **BAILLEUR** devra alors notifier au **PRENEUR**, par acte extrajudiciaire, son intention de louer et les conditions de cette location.

Le **PRENEUR** disposera, à réception, d'un délai de trente jours francs pour se déterminer, son acceptation devant s'effectuer par acte extrajudiciaire adressé dans ce délai. En cas de non-réponse de la part du **PRENEUR** dans le délai de trente jours, il sera définitivement déchu de son droit de préférence.

Ce droit de préférence accordé par le **BAILLEUR** au **PRENEUR** a les caractéristiques suivantes :

- il ne pourra être dans sa durée d'exercice supérieur à trois (3) années à compter du jour où le **BAILLEUR** est devenu propriétaire des constructions ;
- il deviendra caduque en cas de résiliation judiciaire ou anticipée des présentes, sauf accord des parties dans cette dernière hypothèse ;
- les ayants-cause du **BAILLEUR** sont tenus de l'obligation résultant de ce pacte ;
- ce droit de préférence est personnel au **PRENEUR**.

15) - Solidarité et indivisibilité

Pendant le cours du présent bail à construction, il y aura pour l'exécution des engagements résultant des présentes, solidarité et indivisibilité entre le **PRENEUR** et ses ayants cause ; ils supporteront, en outre, les frais de toutes les significations à leur faire.

LOYER

Le présent bail à construction est consenti et accepté moyennant un loyer annuel hors taxe de UN EUROS (1 €) symbolique pendant toute la durée du bail, que le **PRENEUR** s'oblige à payer au **BAILLEUR** en termes égaux et d'avance, par virement comptable le premier jour ouvré de chaque année et pour la première fois à la date d'achèvement des constructions.

AVIS DU DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX

Les présentes ont été précédées de l'avis du Directeur des Services Fiscaux Départementaux délivré à la date du 13 septembre 2012, sous les références 2012 172 V 1709

ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

DECLARATION SUR LES CATASTROPHES NATURELLES

Le propriétaire déclare que l'immeuble objet des présentes n'a pas subi, à sa connaissance, de catastrophes naturelles telles qu'inondations, glissements de terrains, sécheresses, tempêtes.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles a été approuvé.

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, un état des risques fourni par le propriétaire en date de ce jour et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet est demeuré ci-joint et annexé après mention.

L'immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité au titre d'une catastrophe liée à ce plan de prévention, ainsi déclaré.

ABSENCE DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Il n'existe pas, à ce jour, de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes.

ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement, un état des risques en date du [] est demeuré ci-joint et annexé après mention.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Le BAILLEUR déclare que l'immeuble présentement loué est libre de tout privilège, hypothèque d'aucune sorte ou autre droit réel de même nature faisant obstacle à l'exécution du présent contrat.

Un état hypothécaire hors formalité certifié à la date du [] ne révèle aucune inscription.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Le BIEN ci-dessus désigné appartient au BAILLEUR pour l'avoir acquis aux termes de :

1/ Madame Claudine Marie Carmen BOUSQUET, Docteur en médecine, demeurant à MONTPELLIER (34090) 599 rue du Puech Villa,
Née à MONTPELLIER (34000) le 22 février 1955,
Divorcée en premières noces de Monsieur Dominique Georges Stéphane MURER suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de MONTPELLIER le 10 mars 1986, et non remariée.

De nationalité française.

2/ Mademoiselle Michèle Annie Madeleine BOUSQUET, Œnologue,
demeurant à MONTPELLIER (34090) 599 rue du Puech Villa,
Née à MONTPELLIER (34000) le 31 octobre 1958,
Célibataire.
De nationalité française.

Aux termes d'un acte reçu par maître Mathieu ARNAUD, Notaire à MONTPELLIER, le 18 avril 2008.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de SEPT CENT SOIXANTE MILLE EUROS (760.000,00 EUR), payé conformément aux dispositions de l'article D 1617-19, premier alinéa, du Code général des collectivités territoriales portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux.

Audit acte le vendeur a fait toutes les déclarations habituelles et de droit et a notamment déclaré que le bien était grevé de deux hypothèques conventionnelles qui ont été radiées depuis.

Une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 16 mai 2008, volume 2008P, numéro 6795.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ ANTERIEURE

Antérieurement, le BIEN appartenait aux conjoints BOUSQUET pour l'avoir acquis de :

Monsieur André Robert Roland FELINE et Madame Electra FERRER, son épouse, demeurant alors à MONTPELLIER, rue du Puech Villa, mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébré à la mairie de MONTPELLIER, le 14 juin 1927, Monsieur né à NIMES, le 15 avril 1922 et Madame, née à BARCELONE, le 10 mai 1927, suivant acte reçu par Maître CAPELA-LABORDE Notaire à MONTPELLIER, le 27 mars 1986.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de un million francs (1.000.000,00 frs) payé comptant et quittancé dans l'acte.

Cet acte contient toutes les déclarations d'usage.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au 1^{er} bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 18 avril 1986, volume 337, numéro 357.

Plus antérieurement, le bien dépendait de la communauté de biens ayant existé entre les époux FELINE / FERRER, savoir :

- Les constructions pour les avoir faites édifier personnellement.
- Le terrain par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite de :

1) Madame Antonie Jeanne BRAS, veuve en uniques noces et non remarié de Monsieur Hubert Sylvain CROUZET, née à MONTPELLIER, le 15 juin 1886.

2) Madame Juliette Alphonsine BRANDON, veuve en uniques noces et non remariée de Monsieur Charles Amans BRAS, née à PARIS, le 15 juillet 1895.

3) Monsieur Marius René COURTABERLT et Madame Mathilde Jeanne Marie CAYRON, son épouse, Monsieur né à MONTPELLIER, le 10 juillet 1904, Madame née à GRABELS, le 29 juillet 1903.

- suivant acte reçu par Maître Marcel VIALLA, Notaire à MONTPELLIER, les 15 janvier et 19 janvier 1959, moyennant le prix de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000,00 FRF), payé comptant et quittancé dans l'acte.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 10 mars 1959, volume 2348, numéro 18.

DECLARATIONS FISCALES

1/ TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le **BAILLEUR** déclare ne pas opter pour la soumission du présent bail à construction à la taxe sur la valeur ajoutée, le loyer ci-dessus convenu devant à cet égard être regardé comme un loyer ni hors taxe ni taxe sur la valeur ajoutée incluse, la contribution sur les revenus locatifs ne sera pas due au titre de ce contrat, les présentes ne se rapportant pas à un immeuble bâti achevé depuis au moins quinze ans.

2/ ENREGISTREMENT

Le présent bail est dispensé de la taxe de la publicité foncière en vertu de l'article 743 du Code général des impôts.

3/ SALAIRE DU CONSERVATEUR DES HYPOTHEQUES

Le salaire du Conservateur des hypothèques sera perçu lors de la publication des présentes sur la valeur cumulée des loyers et la valeur résiduelle des constructions en fin de bail, soit sur un montant de UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (1.275.000,00 EUR)

PUBLICITE FONCIERE

Le présent bail à construction sera publié au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER comme étant d'une durée supérieure à 12 ans.

POUVOIRS

Pour l'accomplissements des formalités de publicité foncière, les comparants es-qualités, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, notamment pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et ceux de l'état-civil, et rectifier, s'il y a lieu, toute désignation et toute origine de propriété.

COPIE EXECUTOIRE NOMINATIVE

Une copie exécutoire nominative des présentes sera remise au **BAILLEUR**.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes, et de leurs suites s'il y a lieu, sont à la charge du **PRENEUR**, qui s'y oblige expressément.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs demeures ou sièges respectifs sus-indiqués.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'Office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques aux fins de publicité foncière des actes de vente et à des fins foncières, comptables et fiscales. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'Office Notarial : Etude de Maîtres François GRANIER, André BONNARY, Rémi FOURNIER MONTGIEUX, Jean-Christophe CLARON et Laurent DAUDET, Notaires associés à MONTPELLIER (Hérault), 23 bis rue Maguelone Téléphone : 04.67.66.03.76 Télécopie : 04.67.66.31.86 Courriel : lexnot@notaires.fr . Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'Office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

DONT ACTE sur quatorze pages

Comprenant :

- 14 pages
- renvoi approuvé
- barre tirée dans des blancs
- ligne entière rayée
- chiffre rayé nul
- mot nul

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

BAILLEUR	
PRENEUR	
NOTAIRE	

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2012 (avenant à la délibération du 29 mai 2012)

Jean-Louis GELY rapporte :

Lors du Conseil Municipal du 29 mai 2012 a été délibéré l'évolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques prévue pour la rentrée scolaire 2012. (Délibération n° 2012/244)

Compte-tenu des effectifs prévisionnels fournis par la ville à Monsieur le Directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale, il a été arrêté lors du Comité Technique Spécial départemental (CTSD) du 29 juin 2012 deux ouvertures supplémentaires de classes maternelles.

- Ecole primaire Olympe de Gouges : ouverture du 4^{ème} poste maternelle
- Ecole primaire Michel de l'hôpital : ouverture du 9^{ème} poste maternelle.

Mais également 3 ouvertures supplémentaires pour l'année scolaire 2012-2013 ont été décidées par l'Inspection Académique après constat des effectifs de rentrée. Ces mesures restent provisoires et seront revues lors du Comité Technique Spécial départemental (CTSD) qui se réunira pour la carte scolaire 2013.

- Ecole élémentaire Louisville : ouverture du 10^{ème} poste.
- Ecole maternelle Louise Michel : ouverture du 4^{ème} poste.
- Ecole maternelle Alphonse Daudet : ouverture du 7^{ème} poste.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville a prévu la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur référent en fonction des ouvertures de classe.

Après étude, il est demandé au conseil Municipal

- d'émettre un avis favorable aux nouvelles ouvertures de classes.
- D'autoriser Madame le Maire ou a défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDREUX

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Avenant n°1 au marché de construction de l'école primaire François MITTERRAND

Jean-Louis GELY rapporte :

Afin de répondre aux besoins des habitants du nouveau quartier Malbosc, la Ville a décidé de construire l'école primaire François Mitterrand.

Après une consultation et avis de la Commission d'Appel d'Offres, par délibération en date du 20 juin 2011, la Ville de Montpellier a attribué les différents lots aux entreprises qui avaient présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Compte tenu des résultats de l'appel d'offres très favorables, le maître d'ouvrage a décidé d'affermir en une seule tranche les travaux prévus initialement en plusieurs, ce qui a permis, sur la totalité des lots, la réalisation d'une économie de 52 830,61 € HT.

De ce fait, il a été nécessaire de modifier la teneur de certains travaux comme suit :

Lot	Titulaire du marché	Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Moins value	Plus value	Nouveau montant du marché (HT)	% variation
1	DARVER	2 068 113,80 €	- simplification de la structure - démolitions liées aux travaux entre les deux tranches supprimées	-67 170,17 €		2 000 943,63 €	-3,25%
2	ANDRE TP	138 892,00 €	Modification du réseau hydraulique		15 200,00 €	154 092,00 €	10,94%
3	MIDI ASPHALTE	265 366,11 €	Toiture provisoire du préau supprimée	-35 787,67 €		229 578,44 €	-13,49%
6	DUCROT	167 642,70 €	Demande du bureau de contrôle : double oculus pare-flamme dans les portes en va & vient.		13 131,70 €	180 774,40 €	7,83%
7	FPI	221 636,50 €	demande du bureau de contrôle : cloison coupe-feu a modifiée.		10 908,85 €	232 545,35 €	4,92%
8	CHOLVY	178 212,55 €	Diminution du nombre de classes carrelées	-9 383,40 €	3 422,00 €	172 251,15 €	-3,35%

9	GARCIA	35 741,50 €	Augmentation du nombre de classes en sol souple		9 135,70 €	44 877,20 €	25,56%
11	CHICHE	118 331,50 €	adaptation technique de la ventilation des offices aux nouvelles normes		1 255,84 €	119 587,34 €	1,06%
13	DELTA FACADE	349 205,68 €	Modification de la façade suite à une demande des pompiers.	-7 674,82 €	2 407,17 €	343 938,03 €	-1,51%
16	MULTITEC	259 001,18 €	puissance électrique plus importante pour un meilleur confort d'utilisation		11 724,19 €	270 725,37 €	4,53%

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 23 octobre 2012 a émis un avis favorable à la passation d'un avenant n° 1 en ce qui concerne les lots 2, 6 et 9, qui font l'objet d'une augmentation du montant initial du marché supérieure à 5%.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'adopter l'avenant n° 1 au marché n° 1H152691 relatif à la construction du groupe scolaire François Mitterrand.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville – Direction de la Réussite Educative : Service Education – Section Investissement - Nature 2313, Fonction 9064, Programme 10314, Opération 06D02899. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 13/11/2012

MAIRIE DE MONTPELLIER

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUE
ET COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

CHOLVY SARL

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

ZAC DE MALBOSC rue Lagattu 34000 Montpellier
Construction du groupe scolaire François Mitterrand
Lot 8 : sols durs

N° du marché :

1H15269H

Notifié le :

05 août 2011

Montant initial du marché :

Montant HT : 178 212,55 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de diminuer le montant du contrat pour le motif suivant: suite à l'affermissement des travaux en une seule tranche, il a été nécessaire de modifier la teneur de certains travaux.

Certaines salles de classe carrelées ont pris leur destination finale de salles multimédias et sont passées en sol souple. Sans affermissement, les mêmes salles multimédias auraient été carrelées.

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à - 5961.40 € H.T.

- Devis n°2012/05/08633 : - 9383.40 € H.T.

- Devis n°2012/03/08459 : + 3422 € H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 172 251.15 € H.T.

La moins-value s'élève donc à - 3.35%.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A....., le

L'entrepreneur,

A Montpellier, le

Pour Madame Le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Jean-Louis GELY

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

MULTITEC
Représenté par Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ZAC DE MALBOSC rue Lagattu 34000 Montpellier
Construction du groupe scolaire François Mitterrand
Courants forts et faibles

N° du marché :
1H15269Q

Notifié le :
05 août 2011

Montant initial du marché :
Montant HT : 259 001,18 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : pour un meilleur confort d'utilisation des installations électriques, une puissance plus importante a été installée entraînant le remplacement d'un abonnement à tarif bleu par un abonnement à tarif jaune.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 06/07/2012.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 11 724,19 € H.T., soit en toutes lettres : onze mille sept cent vingt quatre euros dix neuf centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 270 725,37 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 4,53 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

DELTA FACADE
Représenté par
Monsieur le Directeur,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ZAC DE MALBOSC rue Lagattu 34000 Montpellier
Construction du groupe scolaire François Mitterrand
Enduits isolation extérieure

N° du marché :
1H15269M

Notifié le :
08 août 2011

Montant initial du marché :
Montant HT : 349 205,68 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de diminuer le montant du contrat pour le motif suivant : modification de la façade suite à une demande des pompiers.

ARTICLE 2

Les prestations à ne pas exécuter par le titulaire du contrat ne seront pas payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date des 08/03/2012, 21/05/12, et 26/06/12.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 5 267,65 € H.T., soit en toutes lettres : cinq mille deux cent soixante sept euros soixante cinq centimes.

(devis n°D120302 : 2 407 ,17 € H.T – devis n°D12051 2 : -3 583,32 € H.T - devis n°D120616 : -4 091,50 € H.T).

Le montant du contrat est donc porté à 343 938,03 € H.T.

La moins-value s'élève donc à -1,51 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier,

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : après analyse des offres, les tranches ont été affermies. Certaines salles de classe carrelées ont pris leur destination finale de salles multimédias et sont passées en sol souple. Sans affermissement les mêmes salles multimédias auraient été carrelées.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 30/04/2012.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 9 135,70 € H.T., soit en toutes lettres : neuf mille cent trente cinq euros soixante dix centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 44 877,20 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 25,56% du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

CHICHE
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ZAC DE MALBOSC rue Lagattu 34000 Montpellier
Construction du groupe scolaire François Mitterrand
Plomberie

N° du marché :
1H15269K

Notifié le :
05 août 2011

Montant initial du marché :
Montant HT : 118 331,50 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

DUCROT ATELIER
Représenté par

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ZAC DE MALBOSC rue Lagattu 34000 Montpellier
Construction du groupe scolaire François Mitterrand
Menuiseries intérieures

N° du marché :
1H15269F

Notifié le :
05 août 2011

Montant initial du marché :
Montant HT : 167 642,70 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 23/10/2012.

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : préconisation supplémentaire du bureau de contrôle relative à la sécurité incendie (double oculus pare-flamme dans les portes va et vient).

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 21/06/2012.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 13 131,70€ H.T. soit en toutes lettres : treize mille cent trente et un euros soixante dix centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 180 774,40 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 7,83 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le ,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : adaptation de la technique aux nouvelles normes (adaptation technique de la ventilation des offices).

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 06/03/2012.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 1 255,84 € H.T., soit en toutes lettres : mille deux cent cinquante cinq euros quatre vingt quatre centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 119 587,34 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 1,06% du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Maître d'ouvrage : Direction de la Réussite Educative
Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier

**ZAC DE MALBOSC – RUE LAGATTU, 34000 MONTPELLIER
CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE FRANCOIS MITTERRAND**

RAPPORT D'AVENANT N° 1

Objet du marché :

Construction du groupe scolaire François Mitterrand

Collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1, place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

- Lot n° 2 "V.R.D." : ANDRE TP
- Lot n° 6 " Menuiseries intérieures" : DUCROT
- Lot n° 9 "Sols souples" : GARCIA



1 - Renseignements concernant le Marché

Affaire :

N° 1H152691

2 - Renseignements concernant l'Avenant

- Lot n° 2 : V.R.D.

Titulaire du marché	Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Devis +	Nouveau montant du marché (HT)	Pourcentage d'augmentation du marché
ANDRE TP	138 892,00 €	Le réseau hydraulique de la ZAC Malbosc est arrivé à saturation à l'époque où les travaux allaient se réaliser. Une modification du réseau du groupe scolaire François Mitterrand est devenue obligatoire.	15 200,00 €	154 092,00 €	10,94%

- Lot n° 6 : Menuiseries intérieures

Titulaire du marché	Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Devis +	Nouveau montant du marché (HT)	Pourcentage d'augmentation du marché
DUCROT	167 642,70 €	Préconisation supplémentaire du bureau de contrôle relative à la sécurité incendie (double oculus pare-flamme dans les portes en va & vient).	13 131,70 €	180 774,40 €	7,83%

- Lot n° 9 : Sols souples

Compte tenu des résultats de l'appel d'offres très favorables, le maître d'ouvrage a décidé d'affermir en une seule tranche les travaux prévus initialement en plusieurs.

De ce fait, il a été nécessaire de modifier la teneur de certains travaux.

Sur la totalité des lots, une économie de 52 830,61 € HT a pu être réalisée.

Conformément à la réglementation relative à la Commission d'Appel d'Offres, ne sont présentés que les avenants qui augmentent de plus de 5 % le montant initial du marché, et non les avenants qui entraînent une diminution ou une augmentation de moins de 5 % du montant initial du marché.

Concernant le lot n°9, le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du marché pour les motifs suivants :

Titulaire du marché	Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Devis +	Nouveau montant du marché (HT)	Pourcentage d'augmentation du marché
GARCIA	35 741,50 €	Après analyse des offres, les tranches ont été affermies. Certaines salles de classe carrelées ont pris leur destination finale de salles multimédias et sont passées en sol souple. Sans affermissement, les mêmes salles multimédias auraient été carrelées.	9 135,70 €	44 877,20 €	25,56%

Le Maître d'Ouvrage :

Le Directeur Réussite  Educative

André JEAN

Le Maître d'Œuvre :

Le Directeur Architecture et Immobilier

 Jean-Louis DESTISON



Maître d'ouvrage : Direction de la Réussite Educative

Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier

**ZAC DE MALBOSC – RUE LAGATTU, 34000 MONTPELLIER
CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE FRANCOIS MITTERRAND**

RAPPORT D'AVENANT N° 1

Objet du marché :

Construction du groupe scolaire François Mitterrand

Collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1, place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

- Lot n° 1 « Gros-Œuvre » : DARVER
- Lot n° 3 « Etanchéité » : MIDI ASPHALTE
- Lot n° 7 « Cloisons – Doublage – Faux plafonds » : FPI
- Lot n° 8 « Sols durs » : CHOLVY
- Lot n° 11 « Plomberie » : CHICHE
- Lot n° 13 « Enduits – Isolation extérieure » : DELTA FACADE
- Lot n° 16 « Electricité » : MULTITEC

1 - Renseignements concernant le Marché

N° Affaire :

1H152691

2 - Renseignements concernant l'Avenant

Compte tenu des résultats de l'appel d'offres très favorables, le maître d'ouvrage a décidé d'affermir en une seule tranche les travaux prévus initialement en plusieurs.

De ce fait, il a été nécessaire de modifier la teneur de certains travaux.

Sur la totalité des lots, une économie de 52 830,61 € HT a pu être réalisée.

Lot	Titulaire du marché	Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Devis -	Devis +	Nouveau montant du marché (HT)	% variation
1	DARVER	2 068 113,80 €	Suite à l'affermissement des travaux en une seule tranche, il a été nécessaire de modifier la teneur de certains travaux, notamment : - la simplification de la structure - les démolitions liées aux travaux entre les deux tranches supprimées	-67 170,17 €		2 000 943,63 €	-3,25%
3	MIDI ASPHALTE	265 366,11 €	Suite à l'affermissement des travaux en une seule tranche, il a été nécessaire de modifier la teneur de certains travaux, en particulier la réalisation puis la dépose de la toiture provisoire du préau.	-35 787,67 €		229 578,44 €	-13,49%
7	FPI	221 636,50 €	A la demande du bureau de contrôle, la technicité de la cloison coupe-feu a dû être modifiée.		10 908,85 €	232 545,35 €	4,92%
8	CHOLVY	178 212,55 €	Suite à l'affermissement des travaux en une seule tranche, il a été nécessaire de modifier la teneur de certains travaux. Certaines salles de classe carrelées ont pris leur destination finale de salles multimédias et sont passées en sol souple. Sans affermissement, les mêmes salles multimédias auraient été carrelées.	-9 383,40 €	3 422,00 €	172 251,15 €	-3,35%
11	CHICHE	118 331,50 €	Adaptation de la technique aux nouvelles normes (adaptation technique de la ventilation des offices).		1 255,84 €	119 587,34 €	1,06%
13	DELTA FACADE	349 205,68 €	Modification de la façade suite à une demande des pompiers.	-7 674,82 €	2 407,17 €	343 938,03 €	-1,51%

Lot	Titulaire du marché	Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Devis -	Devis +	Nouveau montant du marché (HT)	% variation
16	MULTITEC	259 001,18 €	Pour un meilleur confort d'utilisation des installations électriques, une puissance plus importante a été installée entraînant le remplacement d'un abonnement à tarif bleu par un abonnement à tarif jaune.		11 724,19 €	270 725,37 €	4,53%

Le Maître d'Ouvrage :

Le Directeur Réussite Educative

André JEAN

Le Maître d'Œuvre :

Le Directeur Architecture et Immobilier

Jean-Louis DESTISON

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Ecole MITTERRAND- aménagement des espaces extérieurs - lot n° 3 : éclairage public - Avenant de transfert pour changement de raison sociale.

Jean-Louis GELY rapporte :

Suite à la cession du contrat de la société CEGELEC SUD EST à la société CEGELEC INFRA ET TERTIAIRE SUD EST, il est nécessaire de procéder à la cession du marché précité à son nouveau titulaire.

Ainsi, à compter du 31 août 2012, le nouveau titulaire de ce marché s'engage à prendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Les clauses et conditions des contrats initiaux et des précédents avenants éventuels demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par la présente cession.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la cession du marché susvisé, de la société CEGELEC SUD EST à la société CEGELEC INFRA TERTIAIRE SUD EST, nouveau titulaire, justifié par la réorganisation juridique interne ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'avenant et plus généralement tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 13/11/2012

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

EXE10

AVENANT N°¹

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public ou d'un accord-cadre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public ou de l'accord-cadre.)

VILLE DE MONTPELLIER
Direction Architecture Immobilier
Service conduite d'opérations
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER Cedex 2

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

Cegelec Sud Est Société Anonyme au capital de 5 000 000 euros .dont le siège social est Route de Salon, La Gavotte 13170 LES PENNES MIRABEAU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix En Provence sous le numéro 438 050 551., représentée par Frédéric PETITBOIS agissant en qualité de Directeur de l'Agence Infrastructures et Tertiaire

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public ou de l'accord-cadre. En cas d'allotissement, préciser également l'objet de la consultation. En cas d'accord-cadre, indiquer l'objet de ce dernier.)

Groupe scolaire François Mitterrand – Aménagement des espaces extérieurs – Quartier Malbosc
Lot n° 3 : Eclairage public

■ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 21/11/11

■ Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : 8 mois.

■ Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : 19.6%
- Montant HT : 95 209.37€
- Montant TTC : 113 870.40€

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'Economie.

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

(Détaillez toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public ou l'accord-cadre par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les modifications résultant pour le Titulaire de l'apport partiel d'actif de la branche autonome et complète d'activité que constitue l'agence Cegelec Infrastructures et Tertiaire à la société Cegelec Infra et Tertiaire Sud-Est, Société par Actions Simplifiée, immatriculée au RCS d'Aix en Provence, sous le numéro 537 915 738 et dont le siège social est à Route de Salon, La Gavotte 13170 LES PENNES MIRABEAU à compter du 31 août 2012.

Le Maître de l'Ouvrage, qui accepte cette modification, constate que l'exécution du Marché sera poursuivie à compter du 31 août 2012, dans les mêmes conditions, par :

Cegelec Infra et Tertiaire Sud-Est

Société par Actions Simplifiée

Dont le siège social est à Route de Salon, La Gavotte 13170 LES PENNES MIRABEAU

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix en Provence sous le numéro 537 915 738

Nouveau Titulaire, qui se substituera à Cegelec Sud Est dans l'ensemble des biens, droits et obligations de Cegelec Sud Est résultant des contrats conclus par celle-ci pour l'agence considérée, contrats au nombre desquels se trouve le Marché.

Les références du compte bancaire du Titulaire sont les suivantes :

-compte ouvert au nom de **CEGELEC SUD EST INFRA TERTIAIRE SUD EST**

Société Générale, domiciliation : La défense Entreprise (04170)

Banque : 30003

Guichet : 04170

N° de compte : 00028589467

Clé : 30

Le présent avenant n'a aucune incidence financière.

Hors la comparution du Titulaire, les clauses du marché initial et de son précédent avenant demeurent applicables.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :
(Cocher la case correspondante.)

☒ NON

☐ OUI


Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :
- % d'écart introduit par l'avenant :

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Frédéric PETITBOIS - Directeur	Les Pennes Mirabeau, Le 17 Août 2012	 Agence Infrastructures de France Sud-Est Route de Salernes G.P. 9 13755 LES PENNES MIRABEAU CEDEX Tél +33 (0)4 42 02 30 00 - Fax +33 (0)4 42 02 31 34

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : , le

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Con Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Restaurants Scolaires - Entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie. Autorisation de signer les marchés.

Jean-Louis GELY rapporte :

Plusieurs services municipaux utilisent dans leurs établissements du matériel professionnel ou électroménager tels que fours, sauteuses, armoires frigorifiques, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge, etc...

Ces matériels doivent être entretenus de manière préventive et curative afin d'assurer la continuité du service public à la Cuisine Centrale, dans les restaurants scolaires, les écoles, les crèches et le Parc Darwin.

A cet effet, un marché transversal a été élaboré pour les services Restaurants Scolaires – Education – Enfance – Parc Darwin.

Un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés auront une durée de 1 an (2013) et pourront éventuellement être renouvelés 3 fois (2014-2015-2016).

Les critères de choix pondérés sont :

- 60% valeur technique
- 40% prix.

Après ouverture des enveloppes le mardi 9 octobre 2012, et étude des dossiers, la Commission d'Appel d'Offres du 23 octobre 2012 a attribué les marchés de la façon suivante :

Lot	Nom du lot	Montant HT maxi en €/an	Nom du titulaire
1	Entretien des matériels professionnels de	41 000	SALAGER SERRA

	restauration collective de la cuisine centrale		
2	Entretien des matériels professionnels de restauration collective dans les restaurants scolaires	30 000	SALAGER SERRA
3	Entretien des matériels professionnels de restauration collective dans les crèches et halte-garderies	20 000	SALAGER SERRA
Lot	Nom du lot	Montant HT maxi en €/an	Nom du titulaire
4	Entretien des appareils électroménagers de cuisine et de buanderie des écoles, des crèches et du Parc Darwin	9 000	SARL DJL Maintenance
Total Estimation (année 1) HT €		100 000	
Total Estimation (sur la durée du marché) HT €		400 000	

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 23/10/12 d'attribuer les marchés aux prestataires sus visés,
- d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville
 - du service Restaurants Scolaires 13000 (nature 61558 – fonction 92251.1)
 - du service Education 11000 (nature 61558 – fonction 92211.0 et 92212.0)
 - du service Enfance 10200 (nature 6156 et 61558 – fonction 9264)
 - du service Parc Darwin 27100 (nature 61559 – fonction 92823.2)
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés avec les Entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique sociale, la ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits aux restaurants scolaires des écoles montpelliéraines.

Pour la partie des marchés de denrées alimentaires arrivant à terme fin 2012, afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéas 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés auront une durée de un an (2013) et pourront éventuellement être renouvelés une fois (2014).

Les critères de choix pondérés sont :

- 80% pour la qualité des produits au regard des échantillons et/ou examen des fiches techniques dont la fourniture est obligatoire.
- 20% pour le prix.

Après ouverture des enveloppes le 5 septembre 2012 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 23 octobre 2012 a attribué les marchés de la façon suivante :

Lot	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
1	Charcuteries	20 000	80 000	BERNARD-JEAN FLOC'H
2	Viandes fraîches sous vide			Offre irrégulière à relancer
3	Viandes surgelées	30 000	120 000	POMONA PASSIONFROID (variante)
4	Poissons surgelés	85 000	340 000	DAVIGEL SAS
5	Légumes surgelés	55 000	220 000	DAVIGEL SAS

6	Légumes 4 ^{ème} gamme	45 000	180 000	BUONOMO PRIMEURS
7	Pommes de terre stérilisées 5 ^{ème} gamme	9 000	36 000	BUONOMO PRIMEURS
8	Viandes cuites sous vide basse température	30 000	120 000	GROUPE BIGARD
9	Brandade de morue fraîche	10 000	40 000	SAS COUDENE
10 - 1	Pâtisseries salées cuites fraîches	20 000	80 000	ALPES FRAIS PRODUCTION
10 - 2	Pâtisseries salées cuites surgelées	8 000	32 000	POMONA PASSIONFROID
Lot	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
10 - 3	Pâtisseries sucrées cuites fraîches	12 000	48 000	SARL ID SERVICES
10 - 4	Pâtisseries individuelles sucrées cuites surgelées	15 000	60 000	POMONA PASSIONFROID
Total Estimation (année1) HT €		339 000	1 356 000	
Total Estimation (sur la durée du marché) HT €		678 000	2 712 000	

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'appel d'offres du 23/10/12 d'attribuer les marchés aux prestataires sus visés,
- d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville du service Restaurants Scolaires (nature 60623-fonction 922511 – LC 1501),
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés avec les Entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2012

Magalie COUVERT rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

De manière complémentaire, la collectivité soutient, en leur attribuant une subvention, les structures qui participent activement à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration des personnes handicapées dans la cité.

Aussi, dans le cadre de sa politique en matière de handicap et compte tenu des actions développées par ces structures, il est proposé :

- d'attribuer une subvention complémentaire aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
1108	Association Valentin Haüy	Fonctionnement	500 €

- d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
2099	Association Socioculturelle Bilingue Frédéric Peyson	Fonctionnement	500 €
5180	Association GHANDIS	Fonctionnement	500 €
5563	AMTRH-KENNEDY - ESAT la Bulle Bleue	Manifestation	2 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21496, pour un montant de 3 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012





Nom de l'association
Adresse association

Objet : Attribution de Subvention Budget Primitif 2012
Nature :

Monsieur /Madame,

Vous avez déposé une demande de subvention auprès de la Ville de Montpellier pour l'année 2012.

Elu, dans le cadre de la thématique X, a étudié votre demande.

J'ai le plaisir de vous informer que sur ma proposition le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a inscrit une subvention de X euros au bénéfice de votre structure pour l'année 2012, lors de sa séance publique du X.

Afin de procéder au versement de cette subvention, je vous prie de trouver ci-joint une lettre d'engagement que je vous demanderai de **compléter, signer et renvoyer** accompagnée d'un relevé d'identité bancaire à la **Direction de la Cohésion Sociale**.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Nom de la structure :
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structure X, m'engage à utiliser la subvention de X € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du X conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :
Prénom :
Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Attribution d'une subvention à l'Association pour Personnes en Situation de Handicap (APSH 34) dans le cadre de l'organisation du forum Handi-Job

Magalie COUVERT rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

Depuis 2010, l'association APSH 34 organise durant la semaine pour l'emploi des personnes handicapées le forum Handi-Job. Cette année, il se tiendra le 13 novembre, au stade Yves du Manoir.

L'objectif de ce forum est de promouvoir l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. Il a pour ambition d'accompagner les personnes handicapées dans leur recherche d'emploi et/ou de formation mais aussi de sensibiliser les entreprises sur leur responsabilité sociale.

Les temps forts de ce forum permettront de mettre en relation directe des personnes ayant le statut de travailleur handicapé avec des entreprises, de faire connaître les formations disponibles sur le territoire et de préparer les personnes à l'emploi par le biais d'ateliers pratiques. Il est attendu la présence de 70 entreprises et la collecte de plus de 200 offres d'emploi.

Par ailleurs, l'association APSH 34 souhaite avec ses partenaires développer pour la première fois un axe « sensibilisation » avec l'organisation d'animations sportives (rencontres avec des sportifs handicapés, démonstrations...) et l'intervention tout au long de la journée d'une compagnie théâtrale.

Aussi, dans le cadre de sa politique en faveur de l'insertion des personnes en situation de handicap, la Ville de Montpellier souhaite aider cette structure dans l'organisation de cette manifestation en lui attribuant une subvention d'un montant total de 2 500 euros à répartir comme suit :

Commission	Imputation budgétaire	Montant
Handicap	6574/925/21496	1 500 €
Emploi/Economie	6574/928/2390	1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever sur les crédits inscrits au budget 2012 ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012



Nom de l'association
Adresse association

Objet : Attribution de Subvention Budget Primitif 2012
Nature :

Monsieur /Madame,

Vous avez déposé une demande de subvention auprès de la Ville de Montpellier pour l'année 2012.

Elu, dans le cadre de la thématique X, a étudié votre demande.

J'ai le plaisir de vous informer que sur ma proposition le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a inscrit une subvention de X euros au bénéfice de votre structure pour l'année 2012, lors de sa séance publique du X.

Afin de procéder au versement de cette subvention, je vous prie de trouver ci-joint une lettre d'engagement que je vous demanderai de **compléter, signer et renvoyer** accompagnée d'un relevé d'identité bancaire à la **Direction de la Cohésion Sociale**.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structure X, m'engage à utiliser la subvention de X € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du X conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :
Prénom :
Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

Le solde des créations et suppressions de postes est équilibré, ces créations et suppressions étant liées à des ajustements de grade ou de cadre d'emplois pour les mêmes agents.

A chaque création, une suppression est générée, selon le détail suivant :

Quatre créations de postes (Médecin 1^{ère} classe, Educateur Principal Jeunes Enfants, Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal 1^{ère} classe, Agent de maîtrise) correspondent à quatre suppressions de postes (Médecin 2^{ème} classe, Educateur Jeunes Enfants, Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal 2^{ème} classe, Adjoint Technique Principal 1^{ère} classe) suite à CAP.

Une création de poste (Attaché) correspond à une suppression (Rédacteur) suite à une réussite à concours.

Une création de poste (Attaché de conservation du patrimoine) correspond à une suppression de poste (Attaché) suite à un transfert de cadre d'emplois.

I - Créations de postes :

Filière administrative :

Attaché : Création d'un poste

Filière culturelle :

Attaché de conservation du patrimoine : Création d'un poste

Filière médico-sociale :

Médecin 1^{ère} classe : Création d'un poste

Educateur Principal Jeunes Enfants : Création d'un poste

Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal 1^{ère} Classe : Création d'un poste

Filière technique :

Agent de Maîtrise : Création d'un poste

II - Suppressions de postes :

Filière administrative :

Attaché : Suppression d'un poste

Rédacteur : Suppression d'un poste

Filière médico-sociale :

Médecin 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Educateur Jeunes Enfants : Suppression d'un poste

Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal 2^{ème} Classe : Suppression d'un poste

Filière technique :

Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe : Suppression d'un poste

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Culture et Patrimoine :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/12/2012 sur des fonctions de Régisseur Exposition et Maintenance. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Architecture Immobilier :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter du 01/12/2012 sur des fonctions de Chargé de Mission. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Communication :

Un poste d'Attaché à temps complet et un poste d'Attaché principal à temps complet sont vacants à compter du 01/12/2012 respectivement sur des fonctions de Responsable de service et sur des fonctions de Coordinateur éditorial. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ces postes pourront être ouverts au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction des Ressources Humaines :


Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter du 01/12/2012 sur des fonctions de Préventeur. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles

Serge FLEURENCE rapporte :

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux,

Le programme Réussite éducative s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans qui présentent des signes de fragilité ou ne bénéficient pas d'un environnement social, familial, culturel favorable à leur développement harmonieux. L'objectif du programme est d'offrir un mode d'intervention individualisé inscrit dans un parcours éducatif.

Selon les termes de la loi 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, les projets de réussite éducative doivent obligatoirement être portés par une structure juridique ayant une comptabilité publique. Depuis 2006, la caisse des écoles de la ville de Montpellier est la structure porteuse de la plateforme de réussite éducative.

Il est proposé de mettre à disposition un agent de catégorie C à temps complet auprès de la plateforme de réussite éducative de la ville de Montpellier. Les missions de cet agent sont d'assister le coordonnateur en assurant la gestion administrative et comptable.

Cette mise à disposition, qui fera l'objet d'un remboursement intégral de la caisse des écoles auprès de la Ville, prendra effet à compter du 1^{er} décembre 2012 pour une durée d'un an renouvelable sur la base de la pérennisation du dispositif de l'Etat.

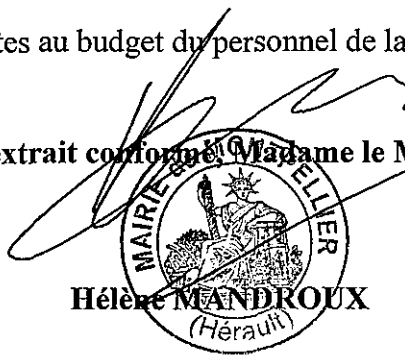
Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de cette mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier, auprès de la Caisse des Ecoles

- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition ;
- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel de la Ville. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
AUPRES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA SECURITE PUBLIQUE**

Entre la ville de Montpellier, représentée par
Madame Hélène MANDROUX, Maire,

d'une part,

et, La Caisse des Ecoles, représentée par
Monsieur Jean-Louis GELY, Vice-Président

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

VU la délibération du Conseil Municipal 12 novembre 2012 validant la mise à disposition d'un agent municipal à temps plein auprès de la Caisse des Ecoles et autorisant Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition ;

ARTICLE 1 : clauses générales

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition à titre onéreux d'un agent municipal de catégorie C à temps complet au profit de la Caisse des Ecoles pour exercer les fonctions d'adjoint au coordinateur de la plateforme de la réussite éducative, en charge de la gestion administrative et comptable du programme de réussite éducative.

ARTICLE 2 : conditions de réalisation

Cette mise à disposition s'effectuera à titre onéreux, conformément à la délibération du Conseil Municipal dans sa séance du 12 novembre 2012.

ARTICLE 3 : situation administrative de l'agent mis à disposition

La Ville de Montpellier versera à l'intéressé la rémunération correspondant à son grade et échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

La Caisse des Ecoles prendra en charge les frais de déplacement et de mission que l'intéressé serait amené à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

L'agent est soumis aux règles applicables aux agents municipaux pour ce qui concerne les droits et obligations des fonctionnaires. La Caisse des Ecoles fixe les conditions de travail de l'agent mis à disposition.

Dans le cadre de la procédure d'entretien professionnel, une fiche d'entretien sera adressée à la Caisse des Ecoles afin de recueillir les éléments d'appréciation de la valeur professionnelle. L'entretien sera conduit par le supérieur hiérarchique direct dont l'agent dépend à la Caisse des Ecoles.

ARTICLE 4 : durée de la convention et conditions de résiliation

La mise à disposition auprès de la Caisse des Ecoles est accordée pour la période d'un an à compter du 1^{er} décembre 2012, renouvelable sous réserve de la pérennisation du dispositif de financement par l'Etat.

La mise à disposition pourra prendre fin avant le terme fixé à l'initiative de la Ville de Montpellier, de la Caisse des Ecoles ou de l'agent mis à disposition, sous réserve d'un préavis notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant la date de fin. La durée de ce préavis pourra être minorée dans le cadre d'un accord des parties. En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la ville de Montpellier et la Caisse des Ecoles.

ARTICLE 5 : entrée en vigueur de la convention

La présente convention sera exécutoire à la date de sa signature

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier
Le Maire
Hélène MANDROUX

Pour la Caisse des Ecoles
Le Vice-Président
Jean-Louis GELY

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

PROTOCOLE D'ACCORD VILLE DE MONTPELLIER / Mme ARNAUD Joséphine – M. ARNAUD Claude – Mme et M. BELLEC Samuel

Max LEVITA rapporte :

Fin décembre 2010, la Ville de Montpellier pour faire face à une situation d'urgence s'est vue contrainte d'accueillir une population Rom sur son domaine de Grammont, à proximité du Zénith.

Cette installation s'est faite dans des conditions rapides.

Nonobstant l'installation par la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier de sanisettes et toilettes mobiles sur le terrain occupé, accompagnée de diverses formations dispensées par des associations et Médecins du Monde pour former les occupants à l'usage de ces équipements, un certain nombre de problématiques sanitaires ont pu être constatées sur le terrain occupé.

Parallèlement, la Ville de Mauguio s'est faite l'écho de plaintes de certains de ses habitants localisés (famille Arnaud /Bellec) en vis-à-vis du terrain occupé, de l'autre côté de l'autoroute. Ces particuliers se plaignent de subir une pollution de leur nappe phréatique et de leur eau potable et établissent un lien entre l'installation des populations Roms sur le territoire de Grammont et la pollution dont ils sont victimes.

Une étude hydrogéologique mandatée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pu constater une pollution des eaux ainsi que la forte perméabilité des terrains concernés.

Cette étude n'est cependant pas suffisante pour déterminer de manière totalement claire les origines de cette pollution.

A ce stade, bien qu'aucun élément ne permette d'établir formellement un lien de causalité direct et exclusif entre l'occupation des terrains de Grammont et les pollutions subies par les riverains, rien ne permet non plus, a contrario, d'écarter définitivement un tel lien.

La Préfecture de l'Hérault a réuni l'ensemble des parties afin de permettre la recherche d'une solution négociée.

Sur cette base, et les autres solutions techniques envisagées s'étant révélées impraticables, la Ville de Montpellier a pris l'attache des particuliers concernés pour envisager un règlement amiable de la situation.

Cette solution consisterait en la prise en charge financière par la Ville d'un « surcreusement » des forages concernés permettant de récupérer une eau située plus profondément et exempte de pollution.
Les devis présentés par les particuliers font état d'une somme totale de 39 474,19 €.

Dans une démarche de conciliation, eu égard au souhait de la Préfecture de trouver une solution amiable et en prenant en considération la relative faiblesse des sommes concernées et le nombre restreint de particuliers affectés, la Ville de Montpellier accepte la prise en charge financière de ces travaux de forage.

Il est toutefois précisé que cette proposition ne vaut en aucun cas reconnaissance de responsabilité.

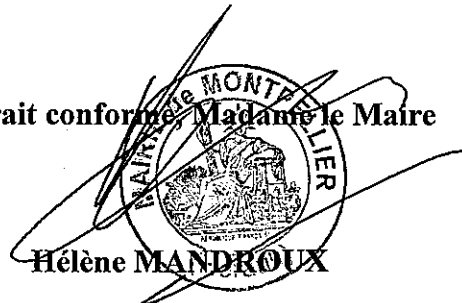
Il vous est donc soumis en pièce jointe un projet de protocole d'accord permettant le règlement de cette somme ainsi que les conditions de ce règlement.

Il vous est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes du protocole d'accord joint en annexe à conclure avec les familles Arnaud/Bellec
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer ledit protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



MAIRIE DE MONTPELLIER
Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

PROTOCOLE D'ACCORD

VILLE DE MONTPELLIER /

Mme ARNAUD Joséphine – M. ARNAUD Claude – Mme et M. BELLEC Samuel

LES PARTIES

- Madame ARNAUD Josephine, domiciliée Domaine de la Plauchude, 34130 Manguio.
- Monsieur ARNAUD Claude, domicilié Domaine de la Plauchude, 34 130 Manguio
- Madame et Monsieur BELLEC Samuel, domiciliés Domaine de la Plauchude, 34130 Manguio

Ci-après dénommés « les PARTICULIERS »

- La ville de MONTPELLIER , collectivité territoriale ayant son siège social 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2 identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722 représentée paragissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012.

Ci-après dénommée « la VILLE »

Les PARTICULIERS et la VILLE, ensemble, ci-après dénommés les PARTIES.

Lesquels, préalablement, exposent ce qui suit :

EXPOSE PREALABLE

Fin décembre 2010, la Ville de Montpellier pour faire face à une situation d'urgence s'est vue contrainte d'accueillir une population Rom sur son domaine de Grammont, à proximité du Zénith.

Cette installation s'est faite dans des conditions rapides.

Nonobstant l'installation par la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier de sanisettes et toilettes mobiles sur le terrain occupé, accompagnée de diverses formations dispensées par des associations et Médecins du Monde pour former les occupants à l'usage de ces équipements, un certain nombre de problématiques sanitaires ont pu être constatées sur le terrain occupé.

Parallèlement, la Ville de Mauguio s'est faite l'écho de plaintes de certains de ses habitants localisés en vis-à-vis du terrain occupé, de l'autre côté de l'autoroute. Ces particuliers se plaignent de subir une pollution de leur nappe phréatique et de leur eau potable et établissent un lien entre l'installation des populations Roms sur le territoire de Grammont et la pollution dont ils sont victimes.

Une étude hydrogéologique mandatée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pu constater une pollution des eaux ainsi que la forte perméabilité des terrains concernés.

Cette étude n'est cependant pas suffisante pour déterminer de manière totalement claire les origines de cette pollution.

A ce stade, bien qu'aucun élément ne permette d'établir formellement un lien de causalité direct et exclusif entre l'occupation des terrains de Grammont et les pollutions subies par les riverains, rien ne permet non plus, a contrario, d'écarter définitivement un tel lien.

La Préfecture de l'Hérault a réuni l'ensemble des parties afin de permettre la recherche d'une solution négociée.

Sur cette base, et les autres solutions techniques envisagées s'étant révélées impraticables, la Ville de Montpellier a pris l'attache des particuliers concernés pour envisager un règlement amiable de la situation.

Cette solution consisterait en un « surcreusement » des forages concernés permettant de récupérer une eau située plus profondément et exempte de pollution.

Dans une démarche de conciliation, eu égard au souhait de la Préfecture de trouver une solution amiable et en prenant en considération la relative faiblesse des sommes concernées et nombre restreint de particuliers affectés la Ville de Montpellier accepte la prise en charge financière de ces travaux de forage.

Il est toutefois précisé que cette proposition ne vaut en aucun cas reconnaissance de responsabilité.

Tel est l'objet des présentes.

CONVENTIONS

Article 1 - Engagements de la VILLE DE MONTPELLIER

La VILLE accepte de payer une indemnité aux PARTICULIERS correspondant à la prise en charge financière des travaux de forage, tubage, équipements permettant l'alimentation en eau potable de la propriété dite « Domaine de la Planchude » sur la base des devis joints en annexe pour un montant total de **39 747, 19 €**.

La VILLE procédera au versement de la somme ci-dessus précisée sur le compte bancaire dont les coordonnées figurent en annexe.

Article 2 – Engagements des PARTICULIERS

Les PARTICULIERS déclarent accepter le versement de l'indemnité de la VILLE sur le compte bancaire dont les coordonnées sont précisées en annexe.

Les PARTICULIERS s'engagent à faire réaliser dans les meilleurs délais les travaux prévus dans les devis joints en annexe et à fournir à la VILLE les factures permettant d'en justifier.

Si dans un délai de 6 mois suivant la conclusion du présent protocole les PARTICULIERS n'ont pas produit à la VILLE de facture justifiant la réalisation des travaux concernés au prix sus indiqué, la Ville de Montpellier procédera à la récupération des sommes indues par l'émission d'un titre exécutoire.

Les PARTICULIERS font leur affaire de la réalisation des travaux et des relations avec l'entrepreneur retenu par eux. En aucun cas, les PARTICULIERS ne pourront prétendre à l'obtention par la Ville d'une somme complémentaire pour quelque cause que ce soit (incident de chantier, difficulté particulière de forage...)

Article 3 – Engagements réciproques

Les PARTIES conviennent que la prise en charge financière des travaux par la Ville s'effectue dans une démarche de conciliation et ne consiste en aucun cas en une reconnaissance de responsabilité quant à la situation de pollution subie par les PARTICULIERS.

Article 4 – Nature du Protocole

Le présent protocole ne crée aucun droit ni obligation au profit ou à la charge des tiers. Il ne crée de droits ou d'obligations que pour les PARTIES.

En application de l'article 1134 du code civil il est rappelé que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

En outre, en raison du caractère définitif qu'elles entendent donner à leur accord, les parties déclarent expressément que les présentes valent transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du code civil.

Le présent protocole emportera autorité de la chose jugée en dernier ressort en application de l'article 2052 du code civil.

Le présent protocole emportera ses effets dès la signature de toutes les parties.

Article 5 – Election de domicile

Pour l'élection des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur siège respectif.

Madame ARNAUD Joséphine

Le :

Signature (précédée de la mention

Manuscrite « *lu et approuvé* ») :

Monsieur ARNAUD Claude

Le :

Signature (précédée de la mention

Manuscrite « *lu et approuvé* ») :

Madame et Monsieur BELLEC Samuel

Le :

Signature (précédée de la mention

Manuscrite « *lu et approuvé* ») :

Pour la VILLE DE MONTPELLIER

Le :

Identité du signataire :

Signature (précédée de la mention

manuscrite « *lu et approuvé* ») :

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOUJ, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Exercice 2012 - Décision Modificative n°3 du Budget Principal

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire du Budget Principal, il convient de procéder à des ajustements de fin d'exercice au titre de l'année 2012.

1. Section de fonctionnement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 1 523 655,10 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	DM 3 2012
920	020	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	12 034,17
920	020	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	10 904,38
920	020	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	197 323,60
920	022	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 544,60
920	024	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	1 711,60
920	024	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	42 040,12
920	026	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	685,00
921	112	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 158,50
921	112	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	5 000,00
922	213	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	- 87 742,00
922	251	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	- 43 600,00
923	30	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	14 850,00
923	30	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	371,97
923	30	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 097,85
923	313	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	65 200,00

923	314	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	64 686,83
923	314	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	617,58
924	421	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	- 180 000,00
924	422	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	29 300,36
924	422	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	781,87
925	520	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	17 564,05
928	814	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	5 149,36
928	822	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	5 478,22
928	822	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	27 313,96
928	823	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9 209,94
928	824	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	36 040,00
928	824	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	26 554,20
929	90	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	7 153,28
929	91	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	18 737,66
929	91	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 112,32
931		76	PRODUITS FINANCIERS	12 547,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	324 167,68
933		73	IMPOTS ET TAXES	886 661,00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT DM3 2012				1 523 655,10

Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	DM 3 2012
920	020	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	- 12 400,00
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	- 111 000,00
920	020	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	56 963,66
920	020	63	CHARGES DE PERSONNEL	9 700,00
920	020	64	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	60 300,00
920	020	6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	12 000,00
920	021	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 19 800,00
920	021	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 12 200,00
920	022	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	800,00
920	022	64	CHARGES DE PERSONNEL	69 200,00
920	023	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	70 000,00
920	023	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 000,00
920	023	64	CHARGES DE PERSONNEL	30 000,00
920	024	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	- 300,00
920	024	64	CHARGES DE PERSONNEL	25 300,00
920	048	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	600,00
920	048	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 7 600,00
921	12	61	SERVICES EXTERIEURS	- 6 000,00
921	12	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	500,00
921	12	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 41 500,00
921	112	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 581,45
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	8 000,00
922	211	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	- 29 248,99
922	211	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 000,00
922	211	64	CHARGES DE PERSONNEL	10 000,00
922	212	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	- 22 169,49
922	212	61	SERVICES EXTERIEURS	- 28 500,00

922	212	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	11 000,00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000,00
922	213	6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	61 418,48
922	213	657361	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	- 80 279,00
922	251	61	SERVICES EXTERIEURS	- 200 000,00
922	251	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	- 200,00
922	251	64	CHARGES DE PERSONNEL	200,00
923	30	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	117 006,30
923	30	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 000,00
923	30	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 32 000,00
923	30	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	731,00
923	30	6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	- 32 450,00
923	312	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 000,00
923	312	64	CHARGES DE PERSONNEL	24 000,00
923	323	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	- 100,00
923	323	64	CHARGES DE PERSONNEL	5 100,00
924	40	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 000,00
924	40	64	CHARGES DE PERSONNEL	47 000,00
924	40	6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	5 000,00
924	411	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	500,00
924	411	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 49 500,00
924	412	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 000,00
924	412	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 48 000,00
924	421	61	SERVICES EXTERIEURS	- 32 000,00
924	421	64	CHARGES DE PERSONNEL	8 000,00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 91 000,00
925	520	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 124 000,00
925	520	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 9 000,00
926	64	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	5 000,00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	105 000,00
926	64	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 123 000,00
928	810	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000,00
928	816	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000,00
928	820	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 000,00
928	820	64	CHARGES DE PERSONNEL	11 000,00
928	821	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 33 000,00
928	822	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	100,00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 43 100,00
928	823	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 3 255,51
928	823	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	6 000,00
928	823	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 1 000,00
928	824	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	500,00
928	824	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 28 500,00
928	824	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	22 578,00
928	824	6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	6 000,00
929	91	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 28 000,00
931		67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	100 000,00
936		65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 6 000,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 875 842,10
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DM3 2012				1 523 655,10

2. Section d'investissement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à 9 257 128,22 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

Recettes d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	DM 3 2012
95		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	- 3 976 680,00
903	30	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	109 252,75
903	322	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	12 480,00
903	324	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 3 319,00
908	816	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 241 589,16
908	821	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	167 800,00
908	821	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 800 000,00
908	822	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 5 727,18
908	823	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	100 000,00
908	824	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 206 055,00
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	326,08
908	832	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	- 13 444,88
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	12 238 242,51
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 875 842,10
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT DM3 2012				9 257 128,22

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	DM 3 2012
900	020	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 76 876,24
900	020	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 012 232,34
901	12	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 140 662,48
901	112	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 17 328,00
902	211	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	630 278,84
902	212	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 7 511,18
903	30	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 12 074,15
903	30	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 51 401,75
903	30	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 258 507,97
903	323	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 1 093,68
903	324	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 2 982,74
903	324	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 26 233,78
904	40	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	115 045,00
905	520	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 97 536,05
906	64	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 37 000,00
908	814	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	16 000,00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 318 490,00
908	824	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 000,00
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 70 000,00

909	91	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-	37 709,94
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DM3 2012					9 257 128,22

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOUÏ, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Attributions de subventions Exercice 2012

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Attribution de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

Code	Association	IFM	Montant
425	France Algérie Méditerranée	M	400 €
425	France Algérie Méditerranée	M	400 €
1223	Eurasia	M	600 €
5395	ADAFES	M	800 €
1073	France Israël	M	1 600 €
5412	Assalam de St Martin	M	1 300 €
	Les amis de Montpellier Bethléem	M	1 000 €
2088	ASHADAH	M	350 €
1720	Qi et mouvement	M	500 €
Total			6 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de Montpellier Territoire Numérique :

Code	Association	IFM	Montant
5590	Club Business LR 34	M	3 500 €
Total			3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subventions dans le cadre de la vie associative :

Code	Association	IFM	Montant
3160	Association des Quartiers des Marels II, Pergola, Aiguelongue	M	450 €
292	Mandarine	F	2 000 €
Total			2 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subventions dans le cadre du sport :

Code	Association	IFM	Montant
5167	Génération Taekwondo	F	4 500 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	F	6 000 €
1309	Pompignane Sport et Culture	F	4 000 €
1549	Comité Départemental Sport Adapté Hérault	F	3 000 €
2004	A.J.P.P.N.	F	1 500 €
5527	Boxing Club des Sourds de Montpellier	F	500 €
3376	Volley Loisirs Compétition Antigone	F	800 €
4489	Ring Athlétique Petit Bard	M	1 500 €
2340	Union Boxing Club	F	2 000 €
	Montpellier Sport de Combat	F	2 500 €
Total			26 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attribution de subvention dans le cadre de la qualité de l'espace public :

Code	Association	IFM	Montant
4534	Le Vieux Biclou	F	6 490 €
Total			6 490 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

Attribution de subventions dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Association	IFM	Montant
3915	OCCE Jean Macé	F	1 000 €
3923	Association Forme et Loisirs	F	1 000 €
324	Les amis du théâtre Pierre Tabard	M	1 000 €
Total			3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Attribution de subvention dans le cadre de la santé :

Code	Structure	IFM	Montant
5577	Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier – journée soins palliatifs	M	6 000 €
Total			6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Attribution de subvention dans le cadre des Finances :

Code	Structure	IFM	Montant
	Cap Com	M	30 000 €
Total			30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

Code	Structure	IFM	Montant
5529	PRES – Pôle Recherche Enseignement Supérieur	F	50 000 €
Total			50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 20156, nature 6574, chapitre 920.

Code	Structure	IFM	Montant
739	Chambre de Commerce et d'Industrie	F	20 000 €
Total			20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 929.

Attribution de subvention dans le cadre du droit au logement :

Code	Association	IFM	Montant
5248	URO Habitat	F	5 000 €
Total			5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

Cotisation : Adhésion à l'organisme suivants :

Organisme	Montant
Association CLIC MAILL'AGE	59 869.89€
Total	59 869.89€

Les crédits seront prélevés sur la ligne 888, nature 6281, chapitre 920.

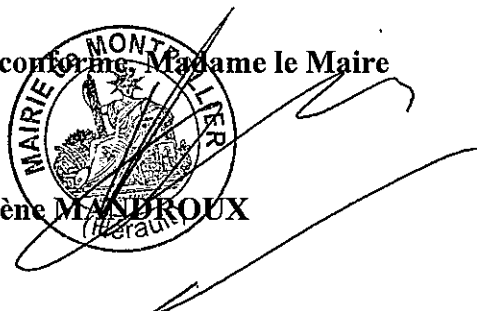
En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus, nature 6574 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 13/11/2012

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera minimum 2 versements ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
 Nature de la subvention :
 Intitulé du projet :
 Montant attribué :€
 Thématique :

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
 Service Contrôle de Gestion
 Mairie de Montpellier
 1, place Georges Frêche
 34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :
 Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :€
Thématique :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiairereprésentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiairepoursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiairea sollicité une subvention de euros pour le projet

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière deet qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaireune subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaires'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces demandées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Garantie d'emprunt Gaia - Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) - Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'opération de reconversion du site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), la SAAM souhaite réaliser un emprunt « GAIA » de 24 M€ pour financer les acquisitions nécessaires à la réalisation de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SAAM a obtenu cet emprunt « GAIA » :

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 24 M€
- Durée de la période de préfinancement : 3 mois à 24 mois maximum
- Durée du prêt : 10 ans dont différé 4 ans de différé d'amortissement
- Index : livret A soit 2,25 % au 1^{er} août 2012
- Taux intérêt actuariel annuel : taux livret A en vigueur à la date d'effet du contrat + 0,60 % (60pdb)
- Révisibilité des taux d'intérêt à chaque échéance : en fonction de la variation du Livret A
- Période des échéances : annuelles.

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 19,2 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 19,2 M€ aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale

Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2012 sa politique visant à favoriser la mise en place d'actions œuvrant à la cohésion sociale sur les quartiers de la commune. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs, autour de la population. L'ensemble de ces actions et animations vise à renforcer le lien social dans les quartiers.

Les associations ci-dessous interviennent auprès d'un public défavorisé au travers diverses animations culturelles et sociales. La présence continue sur le terrain de ces structures permet de mobiliser fortement la population et de renforcer la cohésion sociale dans les quartiers.

Afin de permettre à ces structures de mener à bien l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement aux associations suivantes :

N° asso	Association	Type	Quartier d'intervention	Montant de la subvention
2004	Association Jeunes Phobos Paillade Nord	F	Quartier Mosson	5 000 €
2229	Association Coopérative Sens de Vie	F	Quartier Pompignane	3 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation suivante : 6574/925- LC 21498, pour un montant de 8 800 € ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Achat d'une nacelle élévatrice poids-lourd, d'un tracteur agricole porte outil, et d'un broyeur de branches. Autorisation de signer les marchés.

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat d'une nacelle élévatrice poids-lourd, d'un tracteur agricole porte outil, et d'un broyeur de branches destinés à équiper des services de la ville.

Cet appel d'offres ouvert n° 2H77 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics.

Le marché se décompose en 3 lots :

N° de lot	Désignation
1	1 nacelle élévatrice poids-lourds - Service ECLAIRAGE PUBLIC
2	1 tracteur agricole porte outil - Service JARDINS et ESPACES NATURELS
3	1 broyeur de branches sur remorque dédiée - PARC DARWIN

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Pondération
Valeur technique	45%
Performances en matière de protection de l'environnement	5%
Coût d'utilisation	10%
Durée de la garantie supplémentaire	10%
Notation du prix	30%

La commission d'appel d'offres du 23 Octobre 2012 a attribué ces marchés aux sociétés :

- Lot 1 – **Société COMILEV** - 40120 ROQUEFORT
pour l'acquisition d'une nacelle élévatrice EN 165T COMILEV sur RENAULT MIDLUM EXTRA LIGHT 180.10 avec l'option groupe électrique, pour un montant total de 109 322 € HT.

- Lot 2 – **Société AGRISUD** - 34290 SERVIAN
Pour l'acquisition d'un tracteur porte outil JOHN DEERE 5080G, pour un montant total de 32 600 € HT.

- Lot 3 – **Société RISA** - 82303 CAUSSADE
Pour l'acquisition d'un broyeur de branches VERMEER BC1000XL, pour un montant total de 43 500 € HT.

Les marchés sont conclus à compter de la date de notification, pour un montant global de 185 422 € HT.

Les crédits sont inscrits au budget investissement 2012 de la Ville : natures 2182 et 2188 chapitre 900.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.]

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatrices de l'hôtel de ville et de l'ensemble des bâtiments communaux Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'entretien et la maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatrices de l'hôtel de ville et de tous les bâtiments communaux.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H90 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ces marchés sont sans minimum et sans maximum, ils suivent les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés d'un montant total estimé de 250 000 € HT/an sont répartis en 2 lots :

Désignations des lots et descriptifs des besoins	Montants des commandes estimés / an € HT
Lot n°1 : Entretien et maintenance ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques de l'hôtel de ville.	150 000
Lot n°2 : Entretien et maintenance ascenseurs, monte-charges et plateformes élévatrices de tous les bâtiments communaux.	100 000

Les marchés sont conclus du 01/01/2013 au 31/12/2013 pour la première période, ils sont ensuite renouvelables par tacite reconduction pour 2014, 2015 et 2016 ; ainsi les marchés peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- valeur technique de l'offre 60%
- prix 40%

La commission d'appel d'offres du 23 octobre 2012 a attribué ces marchés aux sociétés :

- SCHINDLER FRANCE pour le lot 1
- THYSSENKRUPP ASCENSEURS pour le lot 2

Les crédits sont inscrits au budget fonctionnement de la Ville : natures 6155 - 6156 toutes fonctions.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Association OFFICE DU TOURISME de la région de Montpellier Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration

Hélène MANDROUX rapporte :

L'Office du tourisme de Montpellier contribue à assurer la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local sur le territoire de la commune. Son champ d'action englobe :

- L'élaboration et la mise en œuvre de la politique du tourisme dans la commune et des programmes de développement touristiques,
- L'élaboration de produits touristiques,
- L'exploitation d'installations touristiques et de loisirs,
- L'animation des loisirs,
- L'organisation de fêtes et de manifestations artistiques.

L'article 6 des statuts de l'association « Office de tourisme de Montpellier », précise que la Ville est représentée au sein du Conseil d'administration par 4 administrateurs élus au sein du Conseil municipal (Mme DOMBRE-COSTE, Mme DANAN, M DUFOUR et M SUDRES), Madame le Maire étant de droit Présidente d'honneur du Conseil d'administration.

En raison de la démission de M. Cédric Sudres, du Conseil d'administration, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la Ville.

A été élue : Magalie COUVERT

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 13/11/2012

326

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 12 lundi novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Désignation d'un représentant de la Ville dans les Conseils d'écoles

Hélène MANDROUX rapporte :

En vertu des dispositions de l'article D 411-1 du Code de l'Education, créé par le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre, et obligatoirement dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats des élections, sur un ordre du jour adressé au moins huit jours avant la date des réunions aux membres du conseil. En outre, il peut également être réuni à la demande du directeur de l'école, du maire ou de la moitié de ses membres.

Dans le cadre de la réalisation du nouveau groupe scolaire François Mitterrand pour le quartier Malbosc, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Ville au sein de son conseil d'école.

A été élu(e) :

Ecole François MITTERRAND: Philippe THINES

Suite à la démission de Mme DOMBRE-COSTE de son poste d'adjointe au Maire et à l'élection de Madame DE LA GRANGE en tant qu'adjointe au Maire, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Ville au sein des conseils d'écoles suivantes :

A été élu(e) :

Ecole maternelle Ingrid Bergman : Audrey DE LA GRANGE

Ecole élémentaire Condorcet : Audrey DE LA GRANGE

Ecole élémentaire Jean Moulin : Audrey DE LA GRANGE

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Désignation du représentant de la Ville à la Commission d'attribution de logements du GROUPE PROMOLOGIS

Hélène MANDROUX rapporte :

Le GROUPE PROMOLOGIS est un acteur important du logement social, présent dans le grand sud, qui intervient notamment dans les régions Midi-Pyrénées et Provence Alpes Côte d'Azur et en Languedoc-Roussillon depuis cette année.

Il développe des actions sur toute la chaîne locative, de la construction à la location, et a pour actionnaire de référence, notamment, le Groupe CILEO (Action Logement), partenaire de la Ville de Montpellier.

Le Groupe Promologis devrait livrer un premier programme de logements sociaux sur la Ville de Montpellier dès le 1er trimestre 2013, avec, comme objectif, de développer ultérieurement son patrimoine.

Ainsi, conformément à l'article L 441-2 du Code de la construction et de l'habitat, le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, peut être membre de la commission d'attribution de logements de cette société.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner un représentant à la commission d'attribution de logements du GROUPE PROMOLOGIS.

A été élue : Hélène QVISTGAARD

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 13/11/2012

Registre des délibérations - décisions

Décisions et annexes

Lundi 06 novembre 2012

**Décisions prises par Madame le Maire
 depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal.**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de la
 décision** **Synthèse de la décision**

2012/0201	D'attribuer le MAPA à l'entreprise GINGER CEBTP pour un montant de 14 950,00 € HT soit 17 882,20 € TTC pour l'ouvrage de franchissement du Rieutord
2012/0321	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde (L.311-4 CU), pour une extension d'habitation accueillant les bureaux de la SCI FINBAR
2012/0347	De signer la convention d'accès au nœud de raccordement EUREKA avec l'opérateur COMPLETEL pour une durée de dix ans pour la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase
2012/0348	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et COMPLETEL pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2012/0352	De passer l'avenant N°1 au MAPA 1 M306 de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la construction de la crèche Edelweiss pour un montant supplémentaire de 3 250 € HT, portant le montant total à 18 400 € HT
2012/0354	D'abroger et remplacer la décision 2012/282 Réalisation de visuels, de documents de présentation (infographie/cartographie) et d'attribuer le marché à la société Sox&Fox pour réaliser des documents, visuels et autres pour le compte de la Mission Grand Cœur pour un montant minimum de 5000 € HT et maximum de 15000 € HT
2012/0356	D'attribuer le marché à bon de commande concernant les travaux et la maintenance des arrosages des sols sportifs à l'entreprise SARL Debart Irrigation pour un montant minimum de 20 000 € et un montant maximum de 80 000 € HT
2012/0360	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL CRYSTAL
2012/0364	De passer l'avenant n° 1 au MAPA de mission d'ordonnancement de pilotage et de coordination avec l'entreprise ARTEBA dans le cadre de la construction de l'école primaire F. Mitterrand

2012/0365	De défendre ses intérêts dans l'affaire qui l'oppose à la société SPIE SA (appel contre le jugement du tribunal administratif de Montpellier en date du 24 juin 2011)
2012/0366	De conclure un marché ayant pour objet le remplacement des joints de chaussée sur les ouvrages d'art Quai du Verdanson et Quai des Tanneurs pour un montant de 74 402 € H.T. avec l'entreprise Freyssinet
2012/0367	D'attribuer le marché relatif à la reprographie du Plan Local de d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier et des dossiers relatifs aux procédures d'évolution du document, à la société COPY SHOP, pour un montant annuel maximum de 15000 € HT et minimum de 3500 € HT, soit reconduction comprise pour un montant maximal de 60000 € HT
2012/0368	De conclure un marché d'impression d'affiches au format 120 cmLx176cmH (lot1) et d'affiches au format 320 cmLx176 cmH (lot2) pour un montant de 5 000 € et un montant maximum de 34 000 € (lot1) et pour un montant minimum de 8 000 € et un montant maxi de 54 000 (lot2) avec la société Sérigraphie Mode
2012/0369	De conclure un marché pour assurer l'organisation d'événements avec la société Christophe Meier pour un montant minimum de 1000 € et maximum de 40000 €
2012/0370	De conclure un marché pour réaliser un plateau de télévision en condition du direct avec un enregistrement de deux émissions pour le 1er festival Unicités avec Médias du Sud pour un montant de 16 000 € HT
2012/0371	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de BERNARD de SEIGNEURENS située 12 rue du Fbg de la Saunerie, cadastrée section HW 222, pour un montant de 600.000 €.
2012/0372	D'attribuer le marché n° 2M155 au prestataire : l'équipe BARRIQUAND/ Réussir l'Espace Public, pour la réalisation de l'étude de requalification urbaine du quartier Saint-Martin, pour un montant de 67 050 € HT (cette décision abroge et remplace la décision n°2012/343)
2012/0373	De confier la prestation d'exhumation des inhumations faites en service ordinaire au cimetière St Lazare à l'entreprise La Centrale du Funéraire, domiciliée à CASTELNAU LE LEZ pour un montant de 16 325 € HT, pour la tranche de travaux 2012
2012/0374	De conclure l'avenant n°1 au marché 2M60 concernant l'ouvrage de franchissement du Rieutord rue du Professeur BALAYC
2012/0375	La Ville décide de confier une mission de contrôle technique pour rénovation intérieure avec traitement acoustique du Rockstore à QUALICONSLT, pour un montant de 15 795 € HT
2012/0376	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/Consorts THUILE
2012/0377	D'attribuer le marché concernant la protection des vitraux du Carré Sainte Anne à l'entreprise ABEL-ANGE CLERMONT, pour un montant de 53 708 € HT
2012/0378	Suite à la défaillance de la société SODIFRA AGENCEMENT, la Ville décide d'attribuer à la société DENCO TECHNOLOGIES SAS la reprise des planchers techniques de l'Hôtel de Ville de Montpellier pour un montant de 21937,94 €

2012/0379	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO
2012/0380	De reconduire la convention tripartite avec la Région L.R. et le Lycée Jules Guesde pour l'utilisation du terrain Alain Delylle et du gymnase Micheline Ostermeyer pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2012
2012/0381	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. DJOULDEM Mohammed et Mme SANCHO SITJA
2012/0382	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL LA PALMERAIE DE L'AIGUELONGUE
2012/0383	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ENT BERETTA et SCI ALCOFRIBAS NASIER
2012/0384	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PCI PROMOTION
2012/0385	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. ALEC LISIAK
2012/0386	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. SOL GEORGES (Appel)
2012/0387	De confier à l'Etablissement Régional Léo Lagrange LR l'accompagnement de 100 jeunes montpelliérains à la formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) pour un montant de 20 000€ TTC.
2012/0389	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: transport d'oeuvres d'art pour l'exposition "Adieu la Suisse" au Pavillon Populaire, pour un montant de 18 580 CHF, soit 15 368 € (cours du 11 septembre 2012)
2012/0390	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL LE TOUAREG
2012/0391	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ JEAN-MARIE BOUT
2012/0392	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. PAVIA
2012/0393	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. PHALIPPOU et M. COUHET-GUICHOT
2012/0394	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Commerce COIFFURE CELINE SAINT GERMAIN
2012/0395	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Commerce DENIMSTORE RIBOT
2012/0396	De proposer un avenant à l'étude urbaine sur le secteur Croix lavit pour réaliser un complément d'étude sur un secteur opérationnel

2012/0397	De confier à la SARL TGH LANGUEDOC le marché à bons de commande "Entretien et nettoyage des toitures des bâtiments communaux" pour un montant minimum de 7500 € et maximum de 30000 €
2012/0398	De passer l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre pour un montant supplémentaire de 4 500 € au groupement d'entreprises Atelier 5, Delgado, Durand, B.A.S.E portant le montant total à 18 500 €
2012/0399	D'attribuer les marchés "Prestations de service hôtellerie", dans le cadre de l'accueil de délégations ou à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par la ville de Montpellier, dans l'ordre suivant selon leur disponibilité aux sociétés : - ETAP HOTEL, HOTEL DES ARTS et COLISEE pour le lot 1, sans mini et 16 000 € HT maxi - IBIS, HOLLIDAY IN, et NEW HOTEL DU MIDI pour le lot 2 sans mini et 30 000 € HT maxi - MERCURE, PULLMAN, CROWNE PLAZA et MARIOTT pour le lot 3 sans mini et 42 000 € HT maxi, pour une durée de trois ans à compter de leur notification.
2012/0400	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: conception et suivi de réalisation d'aménagement de l'espace d'accueil et du bar restaurant de la Panacée à l'agence 1024 Architecture pour un montant de 25000 € HT d'honoraires et 6000 € maximum de remboursement de frais
2012/0402	De conclure un marché pour assurer le suivi de l'actualité française avec l'agence France Presse pour un montant minimum de 1000 € et maximum de 14000 €
2012/0403	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Antoine PROTON DE LA CHAPELLE
2012/0404	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Christine CLEMENTZ
2012/0406	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL CRYSTAL
2012/0407	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy du 19 octobre au 15 novembre à l'association Carbone 14 pour l'exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée
Ouvrage de franchissement du Rieutord, mission
d'investigation de structure béton armé, de conception
de l'extension de l'ouvrage et de suivi de travaux
Rue du Professeur Blayac**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation à Monsieur THINES Philippe Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à une mission d'investigation de structure béton armé, de conception de l'extension et de suivi de travaux de l'ouvrage de franchissement du Rieutord ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, en date du 17 Février 2012 conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise GINGER CEBTP – Agence de Montpellier – 12, rue des Frères Lumières 34830 JACOU a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°2M60 concernant la mission d'investigation de structure béton armé, de conception de l'extension et de suivi de travaux de l'ouvrage de franchissement du Rieutord, à l'entreprise GINGER CEBTP pour un montant de 14 950 ,00 € HT soit 17 882,20 € TTC ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville.

Nature : 2315 Fonction : 908 822 Opération : 05D01491

Montpellier, le 20/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 21/9/2012
Notifiée le :

**ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
Parcelles RZ n°017 et 112
Convention de participation Ville / SCI FINBAR**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à M. Michael Delafosse, Adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Que la SCI FINBAR représentée par Madame Alice BARRA, envisage, sur sa propriété située au sein de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, une extension de 26 m² de SHON de sa résidence principale accueillant ses bureaux, sur un terrain de 1261 m².
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI FINBAR, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, les parcelles cadastrées section RZ n°17 et 112, objets du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de la SCI FINBAR ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface hors œuvre nette (SHON) envisagée : 26 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 160 €/ m² SHON (valeur année 2012)
 - 26 x 160 = 4 160 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCI FINBAR, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

Montpellier, le 26/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/9/2012

Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Michaël DELAFOSSE, is written over the signature line.

**ZAC Port Marianne
Jardins de la Lironde**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
aux équipements publics de la ZAC**
(article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

**Parcelles section RZ
n°17 et 112**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

de première part,

ET

La SCI FINBAR dont le siège social est au 45-Allée Donatello à Montpellier (34000), n° SIRET 50006914100017, représentée par Madame Alice BARRA domiciliée à l'adresse ci-dessus,

Ci-après dénommée le **Constructeur**

de seconde part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée le 30 mars 1998, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée la **SERM**

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

D'une superficie d'environ 40 hectares, la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde est une opération d'aménagement à dominante logement ; toutefois des programmes d'activités et bureaux ont été réalisés sur le pourtour Est de la ZAC, le long de l'avenue du Mondial 98.

Le dossier de réalisation et notamment le programme des équipements publics ont été approuvés par délibération du conseil municipal du 29 septembre 2000. Par Délibération en date du 28 février 2005, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde. Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2005.

La SERM a démarré fin 2003 les travaux du programme d'équipement public dans le secteur Nord-Est de la ZAC, avec notamment la desserte et la viabilité des premières tranches de construction. Par ailleurs, la SERM a réalisé les travaux d'aménagement de la partie Est du parc public de 9 hectares, ainsi que les travaux prolongeant la rue Léonard de Vinci jusqu'à l'avenue du Mondial 98 en desservant le centre du quartier.

Au cours des années 2006-2008, les travaux de desserte des programmes immobiliers (îles C, D, E, F et Z) se sont poursuivis. En 2009, la viabilisation du secteur Ouest s'ouvre par l'aménagement de la rue Fra Angelico. Parallèlement, l'aménagement des espaces plantés continue à mesure que progresse l'urbanisation.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quater du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'une extension de sa résidence principale, accueillant également ses bureaux, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire, mais non auprès de la SERM aménageur. La demande de permis de construire correspondante a été déposée en Mairie de Montpellier le 23 février 2012 sous le numéro PC 34 12 V0051.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, la SCI FINBAR, au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne les terrains dont la désignation suit :

des parcelles situées à Montpellier, Allée Donatello, comprises dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,

cadastrees section RZ n° 17 et 112.

- 1.2. Le constructeur envisage l'extension sur ce terrain de sa résidence principale accueillant ses bureaux, correspondant à 26 m² SHON.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

- 1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal successives.
- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

- 2.1. En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération en date du 29 septembre 2000, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

- 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 une extension représentant 26 m² de SHON.

- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone est fixé à 160 € par mètre carré de SHON autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir 26 m² de SHON, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$26 \times 160 = 4.160 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée le 30 mars 1998, passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone à l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant le projet de convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège administratif,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Pour la SERM

PEGASE
Convention d'accès au nœud de raccordement
EUREKA Ville – COMPLETEL

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunications très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irriguent tous les bâtiments du parc Euréka. Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique.
- Que pour les besoins de ses clients sur le parc Euréka, l'opérateur COMPLETEL a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase.
- Qu'après négociation, COMPLETEL a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique : 1 000 € HT/baie/an
 - Utilisation de connectivité optique, prise optique, 75 € HT/prise/mois
 - Frais d'accès au service de la prise optique 100 € HT/prise, frais de couverture supplémentaire sur proposition de la Ville
 - Durée dix ans

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre COMPLETEL et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :



Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

COMPLETEL, Société par Actions Simplifiée, au capital de 146 648 525,88 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 418 299 699, dont le siège social est situé 5 place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 La Défense, représentée par Monsieur Eric Denoyer, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes.

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

La Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunication très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Euréka.

Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique déployés par la Ville.

La présente convention s'adresse aux exploitants de réseaux ouverts au public, déclarés auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ci-après désignés "opérateurs".

La convention décrit les conditions techniques et financières pour la mise à disposition de la boucle locale optique du parc Euréka et d'un espace d'hébergement dans le nœud de raccordement « NRO Euréka ».

Pour proposer ses services sur fibre optique, Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques sur le parc technologique Euréka.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- **Fibres optiques** : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- **Liaisons** : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- **Mise à disposition** : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- **Point(s) de livraison** : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- **Dysfonctionnement** : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- **Rétablissement** : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur la boucle locale optique entre le NRO Euréka et les bâtiments situés dans le parc Eureka (défini en annexe2). Tout d'autre demande fera l'objet d'une proposition spécifique.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties

La Ville pourra refuser l'accès à toute personne qui ne produit pas le justificatifs d'identification appropriés démontrant qu'elle est un contractant désigné. En tout état de cause, la Ville pourra refuser l'accès à son NRO à toute personne dont le comportement est raisonnablement considéré par le représentant de la Ville comme susceptible de perturber l'exploitation du NRO.

L'opérateur sera responsable à l'égard de la Ville des contractants désignés qui entrent dans le NRO et devra s'assurer que ces personnes respectent la procédure d'accès.

La Ville pourra périodiquement modifier les droits d'accès définis dans les présentes conditions d'accès en raison de travaux, pour des raisons de sécurité ou à des fins de gestion, à condition que ces modifications ne diminuent pas de manière substantielle les droits de l'opérateur liés à l'utilisation de l'espace qui lui sont concédés par les présentes conditions.

Le client n'autorisera, ne permettra et ne fera rien dans le NRO qui puisse endommager les appareils et équipements de la Ville ou des autres opérateurs. Il devra s'assurer qu'il n'empêche, ne perturbe, n'interfère ou n'interrompt, à aucun moment, au plan électrique ou physique, l'exploitation des équipements de communication de la Ville ou de tout autres opérateurs. Il s'engage à réparer immédiatement toute défaillance de son équipement qui cause ou pourrait causer ladite interférence. Nonobstant ce qui précède, lorsque l'opérateur n'intervient pas ou retarde son intervention ou la réparation de l'interférence, la Ville pourra (mais elle n'y sera pas obligée) prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher ou remédier à cette interférence et l'opérateur s'engage à rembourser la Ville des frais raisonnablement engagés à cet effet.

ARTICLE 7 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

La Ville est propriétaire de l'ensemble des fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 8 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

9.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

9.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur les points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

10.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Courriel : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

Service d'hébergement	1 000 €HT/an/baie
Service de connectivité optique	75€HT/mois/point de terminaison
Frais de mise en service connectivité optique	100 €HT/point de terminaison
Liaison optique terminale entre la colonne montante et le client si celle-ci exède 15 mètres	Sur proposition de la ville

Le montant annuel de la redevance étant fonction du nombre de point de terminaison alloué à l'opérateur par mois, il est convenu que le calcul annuel de la redevance serait obtenu en multipliant le nombre de point de terminaison au prorata temporis par le prix de service de connectivité optique. Un tableau synthétisant le nombre de point de terminaison et les dates de mise en service est annexé à la convention. Celui-ci est mis à jour par les services de la Ville et transmis à l'opérateur à chaque modification.

Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "NRO_Complétel" qui sera adressé à :

Completel
Comptabilité fournisseurs
10 rue Albert Einstein
Champs-Sur-Marne
77437 MARNE-LA-VALLEE Cedex 2

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition et selon le nombre de prises optiques mise à disposition de l'opérateur telle que définie dans l'annexe 3, annexe mise à jour mensuellement.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Variation des redevances

Les tarifs ci-dessus évoluent au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

P = Po TP01/T0P01 dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **Po** le prix de référence (valeur décembre 2008);
- **TP01** est la dernière valeur considérée de l'indice « prix du génie civil index général tous travaux »,
- **T0P01** est la valeur du même indice du mois d'octobre 2008 soit 627,9.

A ce titre la Ville se réserve le droit de vérifier auprès de l'opérateur que toutes les connectivités optiques mises à disposition délivrent bien un service de télécommunication aux clients du parc Euréka. Dans le cas contraire la Ville pourra procéder à la résiliation de la connectivité optique.

17.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

17.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

17.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

17.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée, ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

17.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire, à défaut les équipements deviennent la propriété de la Ville.

17.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

17.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

17.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

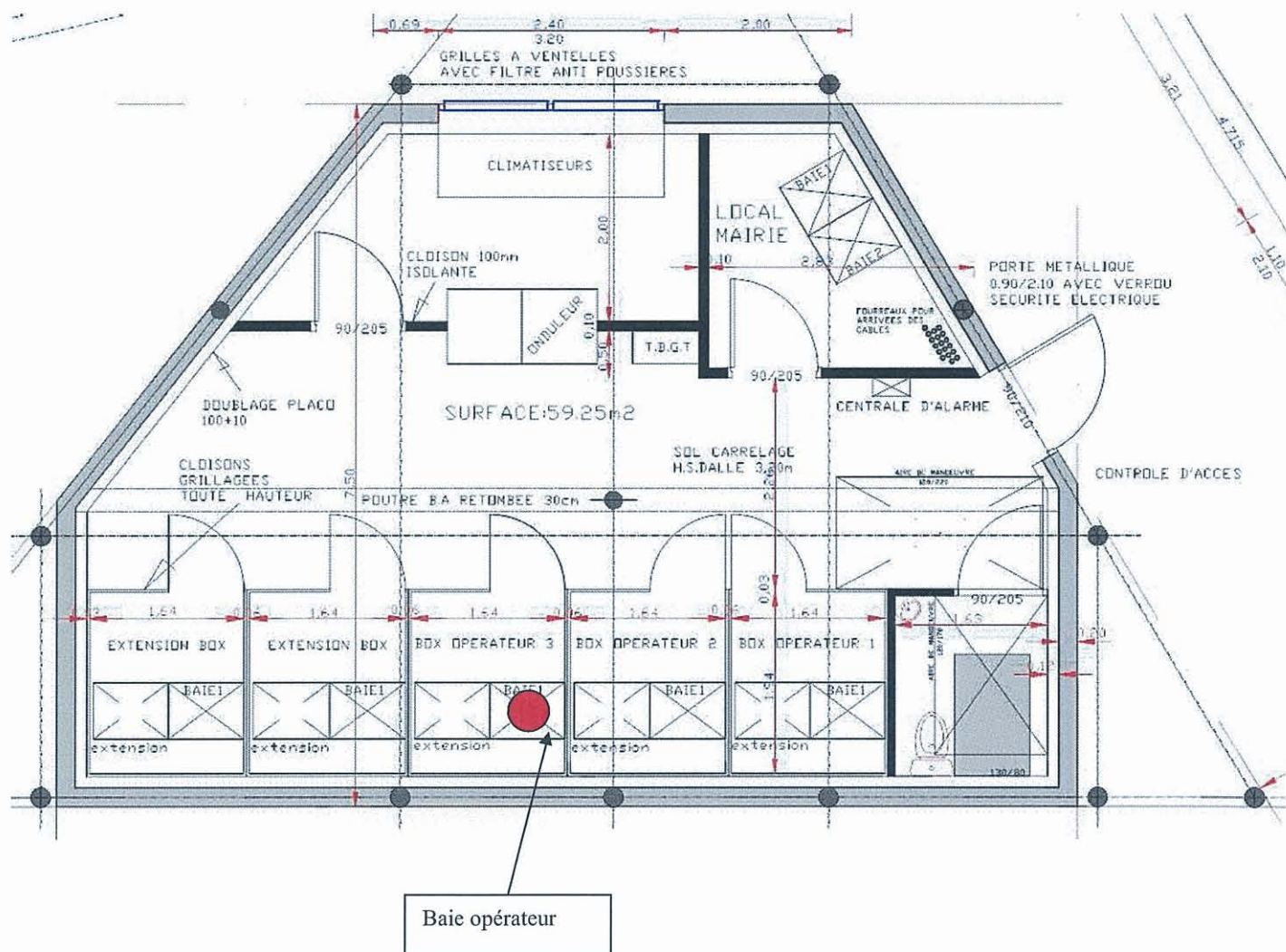
ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : plan local NRO

Emplacement baie opérateur



ANNEXE 3

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONNECTIVITES ACTIVES DE L'OPERATEUR

Ce tableau servant de base au calcul de la redevance sera mis à jour mensuellement par le service Réseaux et Télécom de la Ville.

Nom entreprise	adresse	Nombre prises optique	Date mise en service	observation
	Rattaché au Parc Euréka			FAS
Complétel	Parc Club millénaire	1	01/07/2012	1 790 € net toute charge
Bio Synergie	Millénaire	1	01/11/2012	2900 € net de charge
CG34_AT	Millénaire	1	01/11/2012	2 000€ net de charge
CG34_CER	Millénaire	1	01/11/2012	3 883 net de charge

Procédure d'accès et de sortie du NRO

Badger à l'entrée de la porte pour ouvrir celle-ci

Refermer le porte d'entrée.

Désactiver l'alarme en utilisant le badge qui vous a été remis.

En fin d'intervention, éteindre les lumières, activer l'alarme

Fermer la porte.

**Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier à la société COMPLETEL -
Liaison HORIBA OC3**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société Complétel a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de Télécommunications publics et privés sur le territoire français.
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir son client HORIBA, Complétel a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 400 mètres de paires de fibres optiques.
- Qu'après négociation, Complétel a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 500 €
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 800 €

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre COMPLETEL et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
HORIBA OC3**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

COMPLETEL, Société par Actions Simplifiée, au capital de 146 648 525,88 €, immatriculée
au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 418 299 699, dont le
siège social est situé 5 place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 La Défense, représentée
par Monsieur Eric Denoyer en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des
présentes.

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES	4
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
6.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	10
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	11
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION	11
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	12
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	13

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUI

Conformément au code des postes et télécommunications, la société Completel, a été autorisée par arrêté ministériel NOR: INDI0220208A en date du 29 août 2002 ,à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d' opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, Completel a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l' opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l' opérateur les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l' opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l' opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour réaliser une liaison entre un de ses clients situé rue du Caducée.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l' opérateur sont implantées entre les points de livraison suivants :

- Rue du Caducée (point 1 sur plan joint en annexe n°1).

	Liaison	linéaire en m
Horiba	OC3	400

Description de la liaison

La longueur de ces liaisons est d'environ : 400 m

Cette longueur sera définie précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n°2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toutes réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

6.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition définie en annexe n°1 et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 9.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, l'opérateur procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Mél : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures ;

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord,

l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé à 500 € euros nets toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION

9.2.1 Montant de la redevance

L'opérateur versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /mètre linéaire et par paire de fibres optiques (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire de fibres optiques) base juin 2002.

Il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier a Completel – liaison Horiba – OC3", qui sera adressé à :

Completel
Comptabilité fournisseurs
10 rue albert Einstein
Champs-Sur-Marne
77437 MARNE-LA-VALLEE Cedex 2

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO})$ dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord exprès des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Dans ce cas l'OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition
- Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour Complétel

Pour Madame le Maire

L'Adjoint Délégué

Michaël DELAFOSSE

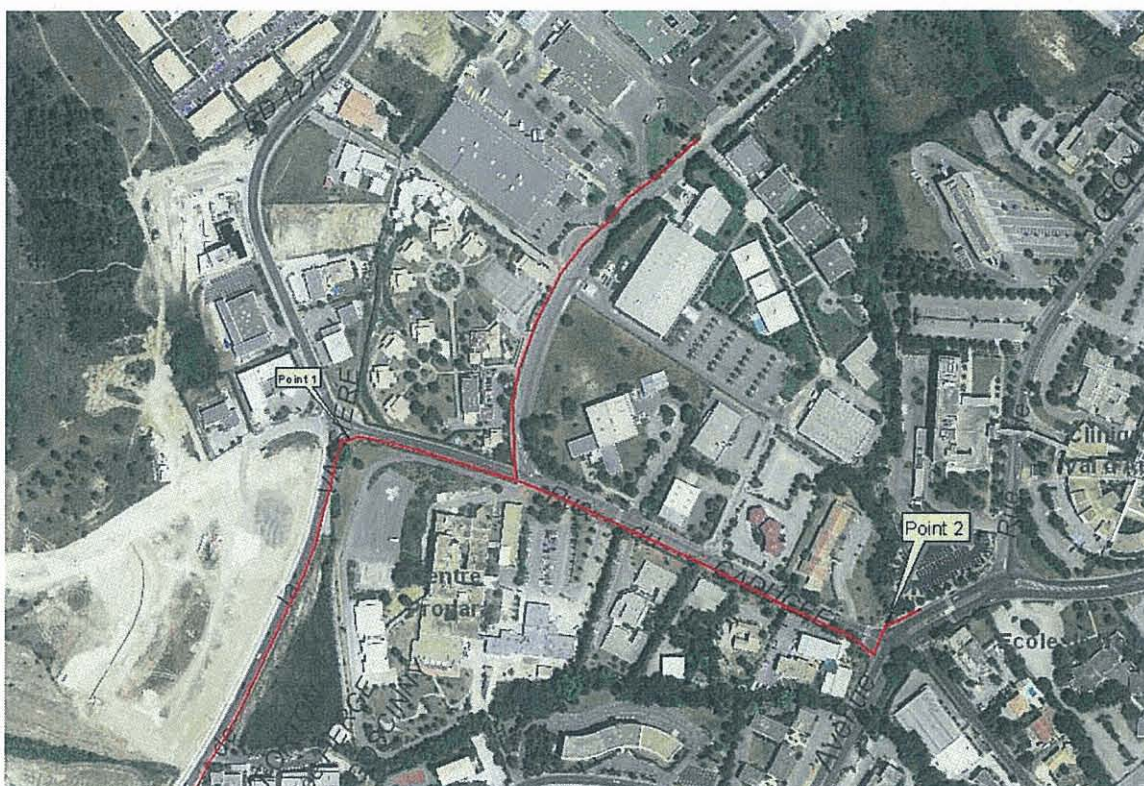


**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
HORIBA OC3**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de Complétel par la Ville :

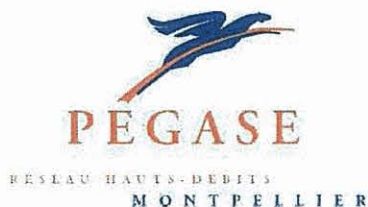
La liaison est composée d'une paire de fibres optiques du réseau haut débit Pégase de la Ville sur une distance estimée à 400 m.



2° Points de livraison des liaisons :

3° Date de mise à disposition des liaisons :

Deux mois après la signature de la convention.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
HORIBA OC3**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE COMPLETEL
LIAISON
HORIBA OC3**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou tout autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.
--

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles.

Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure).

L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUTE.</p>
--

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 – Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{FO} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), $\alpha_{rf} = 0$.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
 - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
 - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
 - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
 - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

Construction de la crèche Edelweiss. Avenant N° 1 au marché de procédure adaptée de maîtrise d'oeuvre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise Prunier, Adjointe Déléguée

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un réajustement des prix prenant en compte les demandes de l'architecte de France ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises en date du 3 mai 2011, le groupement d'entreprises Atelier A5- Delgado, Cusy, Durand, BASE a présenté l'offre économique la plus avantageuse pour la maîtrise d'œuvre de la construction de la crèche Edelweiss ;

Décide en conséquence :

- De passer l'avenant N° 1 au MAPA 1M306 de maîtrise d'œuvre pour un montant supplémentaire de 3 250 € HT, portant le montant total à 18 400 € HT réparti comme suit :
- Atelier A5 : 6 863.50€
- M. Cusy : 5 846.00€
- BASE : 2 303.25€
- Durand : 3 487.25€
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville Section Investissement
Fonction : 9064 Nature : 2313..Programme : 2010AP30
- D'autoriser Madame Le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le *20191212*

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER

Publiée le : *21191212*
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

Groupeement de maîtrise d'œuvre :
Atelier 5 – Delgado : 10 rue des amaryllis – 34070 Montpellier
M. Cuzy : 5-7 rue Cadaire – 34000 Montpellier
P. Durand : 856 rue d'Alco – 34080 Montpellier
BASE (S. Garcia) : rue d'Alco – 34080 Montpellier

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Crèche Edelweiss – marché de maîtrise d'œuvre pour la construction de la crèche

N° du marché : MAPA 1M306

Notifié le : 02/08/2011

Montant initial du marché :

Montant HT : 14 800 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Suite à la visite de l'architecte des bâtiments de France, il a été demandé à la ville de conserver le mur de clôture existant et la construction d'une toiture en continuité du projet initial. Afin de prendre en compte cette demande, il est nécessaire d'adapter les fondations du mur de clôture existant et de la construction à venir tout en respectant l'œuvre architectural.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par les titulaires du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans le tableau de répartition en date du 27/08/2012. Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **3 250 € H.T.**, soit en toutes lettres trois mille deux cent cinquante euros hors taxes. Le montant du contrat est donc porté à **18 050 € H.T**

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A , le

Le représentant du groupement

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal daté et signé du titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

ABROGE ET REMPLACE LA DECISION 2012/282
Réalisation de visuels, de documents de présentation
(infographie/cartographie)

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 30/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Christian BOUILLE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que la décision n° 2012/282 doit être abrogée et remplacée
- que les actions de la Mission Grand Cœur nécessitent d'être présentées de manière pédagogique aux différents publics ;
- qu'il convient d'actualiser un ensemble de document permettant d'assurer un suivi des actions de la Mission Grand Cœur ;
- qu'une consultation a eu lieu avec une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics et suivant les dispositions de l'article 77-1 du code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande ;
- que la société SOX & FOX a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement cohérente ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché à la société SOX & FOX représentée par M. SIMON et Mme RIEDENGER pour la réalisation de visuels, documents de présentation (infographie/cartographie) pour un montant compris entre un minimum de 5000 € H.T. et un maximum de 35 000 € H.T (1^{ère} année). Les années de reconductions éventuelles seront comprises entre 500 € H.T. et 15 000€ H.T. ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au chapitre 908 et au chapitre 903 de la mission Grand Cœur.

Montpellier, le 04/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christian BOUILLE

Publiée le : 05/10/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée pour les travaux et la
maintenance des arrosages des sols sportifs**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2208 en date du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick Vignal, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'effectuer des travaux et la maintenance des arrosages des sols sportifs de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 23/07/2012, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, l'entreprise SARL DEBART IRRIGATION sise 942 Rue de l'Industrie à Montpellier (34000) a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande 2 M 987 précité à l'entreprise SARL BEDART IRRIGATION pour un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 80 000 € HT sur une durée de 1 an.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville ;
- Sections : investissement et fonctionnement Fonctions : 90412 et 92412 Natures : 2312 et 61521
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 26/09/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL

Publiée le : 27/09/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ SARL CRYSTAL
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté du
04/05/2012 conduisant au refus d'installation d'une
terrasse sur la place Jean Jaurès

☐
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL CRYSTAL a sollicité l'installation d'une terrasse en partie rue de la Loge et en partie place Jean Jaurès devant son établissement le Roma ;
- Que la SARL n'a obtenu une autorisation que pour la partie sise rue de la Loge par arrêté du 04/05/2012 ;
- Qu'elle entend contester le refus ainsi opposé au reste de sa demande dans une requête en annulation (instance n°1203625-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/09/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Max LEVITA

Publiée le : 20/09/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la
construction de l'école primaire François Mitterrand-
Lot n° 1 Mission d'ordonnancement, de pilotage et de
coordination - avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 42/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de fonctions à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint au Maire délégué à la Réussite Educative ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu la décision n° 2011/310 « Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la construction du groupe scolaire François Mitterrand- Lot n° 1 Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination - Lot n° 2 Mission de synthèse » ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 au lot n° 1 « Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination » du marché n° 1M368269 : « Construction du groupe scolaire François Mitterrand » ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 au lot n° 1 « Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination » du marché n° 1M368269 : « Construction du groupe scolaire François Mitterrand » ;

Considérant :

- Qu'à la suite d'une consultation, la Ville a attribué à la SARL ARTEBA le marché n° 1M368269 : « Construction du groupe scolaire François Mitterrand - Lot n° 1 : « Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination » ;
- Que suite aux intempéries et autres aléas de chantier imprévus, la réalisation du groupe scolaire a nécessité une présence accrue de l'OPC, un ajustement du planning et une organisation de la rotation des tâches quotidiens pour assurer la livraison de l'opération dans les meilleures conditions. Le coût engendré par ce supplément d'activité s'élève à 7 040 € HT, soit 8 419,84 € TTC ;

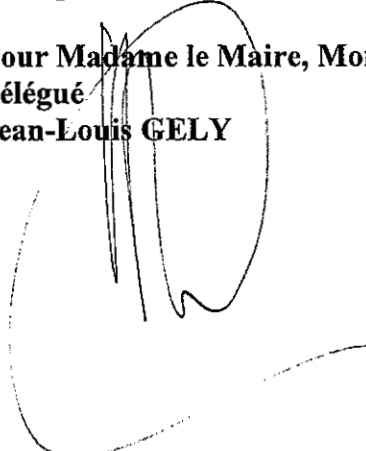
Décide en conséquence :

- la passation d'un avenant n° 1 au marché n° 1M368269 : « Construction du groupe scolaire François Mitterrand - Lot n° 1 : « Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination » destiné à permettre une présence accrue de l'OPC, un ajustement du planning et une organisation de la rotation des tâches quotidiennes, pour un montant de 7 040 € HT, soit 8 419,84 € TTC.
- La dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville- Direction Réussite Educative ; Programme : 10471 - Opération : 08D04580 - Ligne : 16052 - Nature : 2313 - Fonction : 90213.
- Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer l'avenant n° 1 en question avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier- 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 27/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY



Publiée le : 28/9/2012
Notifiée le :



MARCHE PUBLIC

Construction du groupe scolaire François Mitterrand

Lot n°1 : Missions OPC, Complément d'études d'exécution

Avenant n°1

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

MAIRIE DE MONTPELLIER

Adresse : 1 Place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER Cedex 2

B - Identification du titulaire du marché public.

SARL ARTEBA

Adresse : Arche Jacques Cœur, 266 Place Ernest Granier, 34000 MONTPELLIER

Email : arteba@arteba-coordination.com

Téléphone : 04.99.74.27.42.

Fax : 04.99.74.27.40.

Numéro SIRET : 30925723600062

C - Objet du marché public.

■ Objet du marché public :

Marché n° 1M368269 : Construction du groupe scolaire François Mitterrand – Lot n° 1 : Missions OPC, Complément d'études d'exécution

■ Date de la notification du marché public : 21 juillet 2011

■ Durée d'exécution du marché public : 12 mois

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 99 404,80 €
- Montant TTC : 118 888,14 €

D - Objet de l'avenant.

■ Justification du présent avenant :

Suite aux intempéries et autres aléas de chantier, la réalisation du groupe scolaire nécessite une présence accrue de l'OPC, un ajustement du planning et une organisation de la rotation des tâches quotidiens d'ici la livraison de l'opération.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON

☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 7 040 €
- Montant TTC : 8 419,84 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 7,08 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 106 444,8 €
- Montant TTC : 127 307,98 €

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur.

A : MONTPELLIER, Le :

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)



SPIE SA/ VILLE DE MONTPELLIER

Contentieux

**Requête en appel contre le jugement du Tribunal
Administratif de Montpellier du 24/06/2011**

Décision d'ester en justice

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que par un arrêt du conseil d'Etat en date du 29 décembre 2008 et un arrêt rectificatif d'erreur matérielle en date du 12 mars 2010, la société SPIE S.A. a été condamnée, solidairement avec d'autres maîtres d'oeuvre, à indemniser la Ville de Montpellier pour le préjudice du fait des malfaçons ayant affectées la réalisation du palais des congrès du Corum
- Que par un recours déposé devant le tribunal administratif de Montpellier le 07 avril 2010 la société SPIE S.A. a intenté elle-même un recours contre la Ville de Montpellier en considérant qu'une irrégularité procédurale commise par cette dernière l'avait privée de la possibilité d'obtenir la garantie de sa compagnie d'assurances pour payer les sommes mises à sa charge par le Conseil d'Etat.
- Que par un jugement en date du 24 juin 2011, le tribunal Administratif de Montpellier a rejeté la requête de la société SPIE S.A.
- Que cette dernière a interjeté appel de ce jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille.
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies – Noy – Gauer et associés dans cette instance et devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200
-

Montpellier, le 26/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le 27/9/2012
Notifiée le :

**Remplacement des joints de chaussée sur les ouvrages
d'art des quai du Verdanson et des Tanneurs
Attribution du marché 2M766 et autorisation de signer**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
 - Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2178 du 1^{er} septembre 2011, donnant à Monsieur Philippe Thinès adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché de remplacement des joints de chaussées sur ouvrages d'art du Quai du Verdanson et du Quai des Tanneurs sur le territoire de la Ville de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation réalisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics en date du 21 Août 2012, l'entreprise FREYSSINET a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le présent marché est conclu pour une période de 4 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité n° 2M766 à l'entreprise FREYSSINET pour un montant total de 74 402 € H.T.,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, ligne de crédit 17447 ,service gestionnaire 250.

Montpellier, le 27/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 28/9/2012
Notifiée le :

**Attribution du marché de reprographie du PLU
passé selon une procédure adaptée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la reproduction du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier, et des documents relatifs aux procédures d'évolution de ce document (mise à jour, mise en compatibilité, révision simplifiée, modification...);
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises organisée du 24 juillet 2012 jusqu'au 9 août 2012 inclus, ayant porté sur un marché à bons de commande d'une durée initiale de 1 an reconductible trois fois par période successive de un an ;
- Que, conformément à l'article 53 du Code des marchés publics, l'entreprise COPY SHOP a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise COPY SHOP pour un montant annuel maximum de 15 000 Euros HT et minimum de 3 500 Euros HT, sachant que, reconduction comprise, le montant maximum total du marché s'élève à 60 000 Euros HT.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville.

Nature : 6236

Fonction : 928202

Montpellier, le *26/9/2012*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : *27/9/2012*
Notifiée le :



**Impression d'affiches au format 120 cmLx176cmH
(lot1) et d'affiches au format 320 cmLx176 cmH (lot2)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour assurer l'impression d'affiches au format 120 cmLx176cmH (lot1) et d'affiches au format 320 cmLx176 cmH (lot2) ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 10/08/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Sérigraphie Moderne a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 1 et 2 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Sérigraphie Moderne pour un montant minimum de 5 000 € et un montant maximum de 34 000 € (lot1) et pour un montant minimum de 8 000 € et un montant maxi de 54 000 (lot2) pour une période de 1 an à compter de la notification; avec possibilité de reconduction une fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la ville, chapitre 920,922,923,924,925,928 et 929.

Montpellier, le 27/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28/9/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/369

**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour l'organisation d'événements**

58049-

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour assurer l'organisation d'événements ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 14/09/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Christophe Meier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Christophe Meier pour un montant minimum de 1 000 € et un montant maximum de 40 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920,922,923,924,925,928 et 929.

Montpellier, le 27/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28/9/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/370

58038

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une campagne de communication en
faveur du 1er festival Unicités**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour réaliser une campagne de communication en faveur du 1^{er} festival Unicités en organisant un plateau de télévision en condition du direct, un enregistrement de 2 émissions ainsi qu'une diffusion des émissions ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, le prestataire Médias du Sud a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Médias du Sud pour un montant de 16 000 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 925 nature 6233 .

Montpellier, le 27/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28/9/2012

Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété de BERNARD de SEIGNEURENS
12, rue du Faubourg de la Saunerie
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu La zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA/FIGUEROLLES/CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 06 août 2012, Monsieur François DE BERNARD DE SEIGNEURENS a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble (composé de 6 appartements et de 2 locaux commerciaux), situé 12 Rue du Faubourg de la Saunerie et cadastré section HW 222, au prix de 902.100 €.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, dans celui de la ZPPAUP "GAMBETTA/FIGUEROLLES/CLEMENCEAU" et dans celui de l'OPAH RU "Saint Guilhem, laissac, Sud Comédie".

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de réhabiliter totalement cet immeuble dégradé, de réaliser des logements à loyer maîtrisé et de conserver les locaux commerciaux en rez-de-chaussée;

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété DE BERNARD DE SEIGNEURENS, située 12 Rue du Faubourg de la Saunerie, et cadastrée section HW0222, au prix de 600.000 €;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le - 1 OCT. 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michael DELAFOSSE

Publiée le : 2/10/2012
Notifiée le :



**Etude de requalification urbaine du quartier Saint-
Martin**
Abroge et remplace la décision n°2012/343

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'erreur matérielle sur la décision n°2012/343 concernant le montant du marché pour l'étude de requalification urbaine du quartier Saint-Martin ;
- Vu l'arrêté n°2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au lancement d'une étude de requalification urbaine du quartier Saint-Martin ;
- Qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études, du 12 juin 2012 jusqu'au 2 juillet 2012 inclus, organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, marché 2M155 ;
- Que le prestataire a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°2M155 à l'équipe BARRIQUAND/Réussir l'espace public, pour un montant de 67 050 € HT ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 investissement de la Ville.

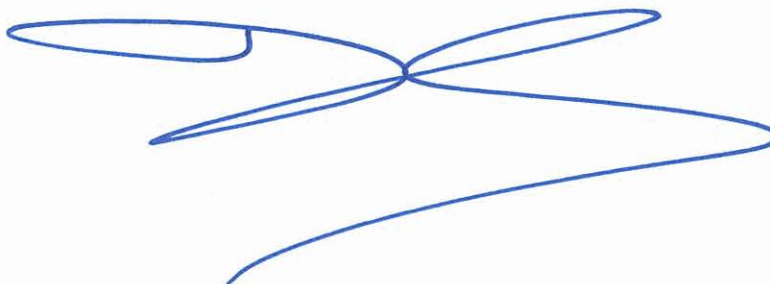
Nature : 2031 Fonction : 908241 Programme : 50031 Ligne : 14658

Montpellier, le 17/10/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 18/10/2012

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les exhumations des inhumations faites
en service ordinaire au cimetière St Lazare - 2012 -**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation n°2011/2188/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation à Madame BENOARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux exhumations des inhumations faites en service ordinaire au cimetière St Lazare, dans les sections de terrain dont le délai de réutilisation prévu par le règlement est venu à expiration, conformément aux articles du Code Général des Collectivités Territoriales R 2223-2 à R 2223-5 en particulier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 71 du code des Marchés Publics en date du 27/11/2009, l'entreprise La Centrale du Funéraire, domiciliée à CASTELNAU-LE-LEZ a présenté l'offre la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché des prestations précitées à l'entreprise pour l'année 2012, pour un montant de 16 325 €HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget 2012 de la Ville, Nature 62878, Fonction 920262
- D'autoriser Mme l'Adjoint déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03/10/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Amina BENOARGHA JAFFIOL

Publiée le : 10/10/2012

Notifiée le :



Marché 2M60
Ouvrage de franchissement du Rieutord, mission
d'investigation de structure béton armé, de conception
de l'extension de l'ouvrage et de suivi de travaux
Rue du Professeur BLAYAC
Approbation et autorisation de signer l'avenant n°1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur THINES Philippe, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'en Février 2010, la Ville de Montpellier a décidé de lancer une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 28 du code des marchés publics. L'entreprise GINGER CEBTP – Agence de Montpellier – 12 rue des Frères Lumières 34830 JACOU a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Qu'il est nécessaire de procéder à une mission d'investigation complémentaire de structure béton armé de l'ouvrage existant (état structurel de l'ouvrage existant et stabilité des terres avoisinantes).
- Que le montant de l'avenant est fixé à 4 899 € HT portant ainsi le montant du marché à 19 849 € HT soit 23 739, 40 € TTC.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Mme le Maire ou M (Mme) l'adjoint délégué à signer l'avenant N°1 ou tous les documents se rapportant à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire n° 17447 de la Ville.

Nature : 2315 ; Fonction : 821 ; Opération : 09D05277

Montpellier, le 17/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 18/10/2012

Notifiée le :

AVENANT N° 1

Marché passé selon une procédure adaptée

Ouvrage de franchissement du Rieutord, mission d'investigation de structure béton armé, de conception de l'extension de l'ouvrage et de suivi des travaux

Rue du Professeur Blayac

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

GINGER CEBTP
12, rue des Frères Lumières
34830 JACOU
Représenté par Mr BERNARDIN Yves

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Marché de prestations intellectuelles : mission d'investigation de structure béton armé, de conception de l'extension de l'ouvrage et de suivi des travaux

N° du marché : 2M60

Notifié par ordre de service le 25 avril 2012 :

Montant initial du marché : 14 950 euros HT

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

- Nécessité de confier à GINGER CEBTP une mission complémentaire d'investigation de l'ouvrage existant. Le diagnostic de l'ouvrage et l'avancement des études réalisées par le bureau d'études techniques dans le cadre de sa mission a montré qu'il était nécessaire d'effectuer des reconnaissances

techniques complémentaires pour vérifier l'état structurel de l'ouvrage existant et la stabilité des terres avoisinantes.

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 4 899 € H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 19 849 € H.T.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

La durée du marché est inchangée.....

D. Signatures des parties

A, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal daté et signé du titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/375

Mission de contrôle technique pour la rénovation intérieure du Rockstore

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R en date du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la rénovation intérieure du Rockstore, la ville a décidé de confier la mission de contrôle technique ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 2M77 « Mission de contrôle technique pour rénovation intérieure avec traitement acoustique du Rockstore » ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société QUALICONSULT a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- L'offre de la société QUALICONSULT – Parc Club du Millénaire, Bât. 18, 1025 Rue Henri Becquerel, 34000 MONTPELLIER – est retenue, pour un montant de 15 795 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville de Montpellier – Direction Architecture et Immobilier ; Ligne : 16294 - Nature : 2135 - Fonction : 900 020.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 17/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 18/10/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Consorts THUILE
Recours contre la délibération n°2011/394 du 23 juillet
2012 approuvant l'aliénation du Domaine de
Beauregard
☐
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé par délibération du 23 juillet 2012 d'aliéner le Domaine de Beauregard à une personne privée ;
- Que les consort THUILE, anciens propriétaires, contestent cette délibération (n°1204068-1) devant le tribunal administratif.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :

Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la protection des vitraux du Carré Sainte Anne

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 en date du 01 septembre 2011, donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL :
- **Considérant :**
 - Qu'il y a lieu de procéder à la protection des vitraux du Carré Sainte Anne, sis 1, rue Sainte Anne à Montpellier.
 - Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 13 août 2012, conformément à l'article 28 du code des marchés publics l'entreprise ABEL-ANGE CLERMONT a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 2M1279 précité à l'entreprise ABEL-ANGE CLERMONT pour un montant de 53 708 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville Section : investissement Fonction : 90324 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :

Hôtel de Ville - Réalisation des travaux de reprise des planchers techniques

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R en date du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;
- Vu le mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la réalisation du nouvel Hôtel de Ville ;

Considérant :

- Que par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a attribué à l'entreprise SODIFRA AGENCEMENT le marché « Réalisation du futur Hôtel de Ville - lot 15 : Parquet et platelage bois » ;
- Que, compte tenu de l'instabilité des planchers techniques réalisés, et de la mise en demeure de l'entreprise de reprendre ses ouvrages non suivie d'effet par celle-ci, doit être réalisée la reprise de l'intégralité de la structure du plancher technique, aux frais et risques de l'entreprise titulaire SODIFRA AGENCEMENT ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), dans le cadre du mandat confié par la Ville ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres établi par la SERM que l'entreprise DENCO TECHNOLOGIES SAS - 104 Rue Bellocier, 89100 SENS - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de reprise des planchers techniques à l'entreprise DENCO TECHNOLOGIES SAS pour un montant de 21 937,94 € HT compris option sur une durée de 1 mois.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur le Directeur Général de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, à signer le marché avec l'entreprise et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/1379

**Ville de MONTPELLIER c/ SOCIETE
L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO**
Recours contre permis de construire du 24 avril 2012
délivré à la SAS CHRONODRIVE
Recours en annulation

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 24 avril 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SAS CHRONODRIVE un permis de construire n° 34172 11 V0233 afin d'édifier un site d'enlèvement de marchandises après démolition partielle ;
- Que la SOCIETE L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO a présenté une requête (n°1203710-1) auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27 août 2012, visant à annuler cet arrêté ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le

11/10/2012
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : *12/10/2012*
Notifiée le :

**Terrain Alain Delylle
Gymnase Micheline Ostermeyer
Reconduction de la convention d'utilisation
d'équipements sportifs
Ville de Montpellier - Région Languedoc-Roussillon -
Lycée Jules Guesde**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2012/2583 du 19 septembre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick Vignal, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de reconduire la convention d'utilisation du terrain Alain Delylle et du gymnase Micheline Ostermeyer entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules Guesde ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Jules Guesde donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de signer la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- de dire que ladite occupation donnera lieu à l'établissement d'une convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer ces conventions entre la Ville, le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules Guesde ;

Montpellier, le 23/10/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL**

**Publiée le : 24/10/2012
Notifiée le :**

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ M. DJOULDEM Mohammed et
Mme SANCHO SITJA
Décision de défendre
Dossier PE 10 V 0091

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. DJOULDEM Mohammed et Mme SANCHO SITJA ont réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°5 rue de la Treille Muscate ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SARL LA PALMERAIE DE
L'AIGUELONGUE (Mme MOLINIER Hélène)
Décision de défendre
Dossier PE 09 V 0133

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL LA PALMERAIE DE L'AIGUELONGUE, représentée par sa gérante, Mme MOLINIER Hélène, a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°1225 rue de la Roqueturière ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *11/10/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : *12/10/2012*

Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ ENT BERETTA et SCI
ALCOFRIBAS NASIER (BERETTA Patrick et Mrs
LABORDE Michel et Bernard)
Décision de défendre
Dossier PE 09 V 0093

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'Entreprise BERETTA et la SCI ALCOFRIBAS NASIER représentées par Messieurs BERETTA Patrick et LABORDE Michel et Bernard, ont réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°33 rue Frédéric Bazille ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :

**Ville de MONTPELLIER c/ PCI PROMOTION
Recours en annulation du sursis à statuer du
13/03/2012 sur l'arrêté n° PC 34172 11V0405.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL PCI PROMOTION a déposé une demande de permis de construire le 15/02/2012 visant à démolir une maison et construire un immeuble ;
- Que Madame le Maire de MONTPELLIER a opposé un sursis à statuer à cette demande, le 13/03/12 ;
- Que la SARL PCI PROMOTION a introduit un recours (n°1202181-1), le 11/05/12, visant à annuler l'arrêté ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *11/10/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : *12/10/2012*
Notifiée le :

**Ville de MONTPELLIER c/ M. ALEC LISIAK
Recours contre permis de construire du 19 Mars 2012
délivré à la SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS
Recours en annulation**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 19 mars 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS un permis de construire n° 34172 11 V0401 afin d'édifier un ensemble de 79 logements ;
- Que M. Alec Lisiak a déposé une requête en annulation de cet arrêté (n°1203091-1) auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 11 juillet 2012;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ M. SOL GEORGES
Appel de M. SOL Georges contre le jugement du
tribunal administratif de Montpellier n°1103525 du
07/06/12.

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un jugement du 07 juin 2012, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête en annulation du Permis de Construire PC 34172 10 V0009, présentée par l'association « Kinésithérapie et Ergothérapie : Enseignement et Formation Permanente » et M. Georges SOL ;
- Que M. Georges SOL a introduit une requête (n° 12MA03008) auprès de la Cour d'Appel de Marseille, le 20/07/2012 en vue de faire annuler le jugement ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la formation au Brevet d'Aptitude aux
Fonctions d'Animateurs pour les jeunes
montpelliérains**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/22 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michel PASSET, Adjoint au Maire ;
- Vu la délibération du 30 mars 2006 précisant les modalités de la Ville au dispositif de formation du BAFA;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de poursuivre le dispositif de formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) pour les jeunes montpelliérains;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 août 2012 ;
- L'Etablissement Régional « Léo Lagrange LR » a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au prestataire « **E.R. Léo Lagrange LR** » sise 111, rue Square Neptune – 34080 MONTPELLIER, pour un montant de **20 000 euros HT** pour un an, reconductible 2 fois par période successive de 1 an par tacite reconduction;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville - Service Jeunesse - Nature 6238 – Fonction 924222 - LC 13512.
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michel PASSET

Publiée le 18/10/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: transport d'oeuvres d'art pour l'exposition
"Adieu la Suisse" au Pavillon Populaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier présentera du 16 novembre 2012 au 10 février 2013, au Pavillon Populaire, l'exposition photographique *Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique* ;
- Qu'il convient d'organiser le transport des œuvres depuis la Suisse ;
- Que la Fondation Suisse pour la photographie (Fotostiftung Schweiz), détentrice des droits relatifs aux œuvres présentées, a exigé que celles-ci soient transportées par l'entreprise Möbel Transport AG ;
- Qu'aucune mise en concurrence pour cette prestation n'est donc possible ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le mapa n°2M1389, sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, à l'entreprise Möbel Transport AG, Gaswerkareal, Zurich, pour un montant de 18 580.00 CHF, soit 15 368.07 € selon le cours du 11 septembre 2012 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

17/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/10/2012
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SARL LE TOUAREG (M.
Nordine BOUSSAKINE et M. Rachid EL YAZIDI)
Décision de défendre
Dossier PE 10 V 0003

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL « LE TOUAREG » représentée par M. Nordine BOUSSAKINE et M. Rachid EL YAZIDI a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°4 rue de la Salle L'Evêque / 43 bd Bonne Nouvelle ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :

Contentieux
**COMMUNE DE MONTPELLIER c/ JEAN-MARIE
BOUT**
Recours en annulation de la DP 34172 12 0308

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 12 juin 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a donné une suite favorable à la déclaration préalable de Mme MONGIN VALERIE visant à édifier une terrasse tropézienne, créer deux places supplémentaires, modifier un velux et percer une ouverture au 16 rue AZEMA ;
- Que M. JEAN MARIE BOUT a déposé une requête (n° 1203466-1), auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER le 6 Aout 2012 afin d'obtenir l'annulation de l'arrêté ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/392

**CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ M. PAVIA
Décision de défendre
Dossier PE 09 V 0088**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. PAVIA Philippe a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°10 impasse du Chateau ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :



CONTENTIEUX
**MONTPELLIER c/ M. PHALIPPOU et M. COUHET-
GUICHOT**

Décision de défendre
Dossier PE 09 V 0051

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. PHALIPPOU et M. COUHET-GUICHOT ont réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°405 rue du Triolet ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 12/10/2012
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ COMMERCE COIFFURE
CELINE SAINT GERMAIN
Décision de défendre
Dossier PE 10 V 0011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le commerce COIFFURE CELINE SAINT GERMAIN, a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°18 rue Saint Firmin ;

- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/10/2012

Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ COMMERCE DENIMSTORE
(M. RIBOT)
Décision de défendre
Dossier PE 08V 0021

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. RIBOT a réalisé des travaux sans autorisation administrative pour le commerce DENIMSTORE au n°5 rue Boussairolles ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *11/10/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : *12/10/2012*
Notifiée le :

**Etude urbaine sur le secteur Croix Lavit (nord de
Montpellier) Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE ;

Considérant :

- Qu'en 2011, il a été décidé de mener une étude urbaine sur le secteur Croix Lavit (marché n°1M240). Le prestataire UBAK/MEDIAE a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;
- Qu'au vu des conclusions de cette étude, il est nécessaire de réaliser un complément d'étude sur un secteur opérationnel ;
- Que compte tenu de ces éléments, il est proposé d'augmenter de 13 % le montant initial du marché, soit de 38500 € HT à 43400 € HT.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant n°1 et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 investissement de la Ville.

Nature : 2031 Fonction : 908 241 Programme : 50 031 Ligne : 14 658

Montpellier, le 18/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19/10/2012
Notifiée le :



AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : UBAK/MEDIAE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Etude urbaine sur le secteur Croix Lavit (nord de Montpellier)

N° du marché : 1M240

Notifié le : 16 juin 2011

Montant initial du marché :

Montant HT : 38 500 Euros
TF+TC

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :...../...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :
L'étude urbaine réalisée sur le secteur Croix Lavit a montré la nécessité de réaliser un complément d'étude sur un secteur opérationnel (étude de faisabilité sur les terrains de la mutuelle des motards).

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 4 900 € H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 4 900 € H.T. soit une augmentation de 13 % par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

2 mois

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Entretien et nettoyage des toitures des bâtiments communaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R en date du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'effectuer l'entretien et le nettoyage des toitures et des cheneaux des bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 2M224 « Entretien et nettoyage des toitures des bâtiments communaux ».
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société SARL TGH LANGUEDOC a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

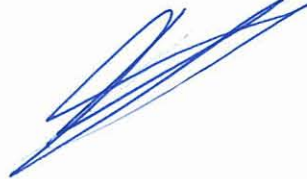
- L'offre de la SARL TGH LANGUEDOC – 50 Chemin de la Grande Liquine, 34400 LUNEL – est retenue.
- La dépense sera imputée sur les budgets 2012 et 2013 de la ville de Montpellier – Direction Architecture et Immobilier ; Ligne : 1107 – Nature : 6156 – Fonction : 920 0207.
- Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire. Le marché est conclu pour un an à compter de sa notification. Il peut être renouvelé par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Il s'agit d'un marché à bons de commande avec, par an, un minimum de 7 500 € et un maximum de 30 000 €.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 18/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 19/10/2012
Notifiée le :



**Avenant n° 1 au marché de procédure adaptée de
maîtrise d'oeuvre dans le cadre de la construction de la
crèche Edelweiss.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à madame Françoise Prunier, Adjointe Déléguée ;

Considérant :

- Annule et remplace la décision n° 57417 (2012/352) en date du 21/09/2012 ;
-
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises en date du 3 mai 2011, le groupement d'entreprises Atelier 5, Delgado, Cusy, Durand, B.A.S.E a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la maîtrise d'œuvre de la construction de la crèche Edelweiss ;
-
- Qu'il y a lieu de procéder à un réajustement des prix prenant en compte les demandes de l'architecte de France ;

Décide en conséquence :

- De passer l'avenant n° 1 au MAPA 1 M 306 de maîtrise d'œuvre pour un montant supplémentaire de 4 500,00 € HT, portant le montant total à 18 500,00 € HT réparti comme suit :
- Atelier 5 : 6 863,50 €
- M. Cusy : 5 846,00 €
- B.A.S.E : 2 303,25 €
- Durand : 3 487,25 €
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville
- Section : Investissement Fonction : 9064 Nature : 2313 Programme : 2010AP30
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/10/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER

Publiée le : 24/10/2012
Notifiée le :



AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

Groupement de maîtrise d'œuvre :
Atelier 5 – Delgado : 10 rue des amaryllis – 34070 Montpellier
M. Cuzy : 5-7 rue Cadaire – 34000 Montpellier
P. Durand : 856 rue d'Alco – 34080 Montpellier
BASE (S. Garcia) : rue d'Alco – 34080 Montpellier

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Crèche Edelweiss – marché de maîtrise d'œuvre pour la construction de la crèche

N° du marché : MAPA 1M306

Notifié le : 02/08/2011

Montant initial du marché :

Montant HT : 14 000 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Suite à la visite de l'architecte des bâtiments de France, il a été demandé à la ville de conserver le mur de clôture existant et la construction d'une toiture en continuité du projet initial. Afin de prendre en compte cette demande, il est nécessaire d'adapter les fondations du mur de clôture existant et de la construction à venir tout en respectant l'œuvre architectural.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par les titulaires du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans le tableau de répartition en date du 27/08/2012. Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **4 500 € H.T.**, soit en toutes lettres quatre mille cinq cent euros hors taxes. Le montant du contrat est donc porté à **18 500 € H.T**

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A, le

Le représentant du groupement

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal daté et signé du titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

Marchés de prestations de service hôtellerie passés selon une procédure adaptée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'hébergement de convives lors de l'accueil de délégations ou à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 27/01/2012,

les sociétés ETAP HOTEL MILLENAIRE (Rue des Frères Lumières - 34000 MONTPELLIER), HOTEL DES ARTS (6, Boulevard Victor Hugo - 34000 MONTPELLIER), COLISEE (Rue de Verdun - 34000 MONTPELLIER) pour le lot 1 (prestations de service hôtellerie 2 étoiles),

les sociétés IBIS CENTRE (Place Vauban - 34000 MONTPELLIER), HOLLYDAY INN (60 avenue Nina Simone - 34000 MONTPELLIER), NEW HOTEL DU MIDI (22, Boulevard Victor Hugo - 34000 MONTPELLIER), pour le lot 2 (prestations de service hôtellerie 3 étoiles),

les sociétés MERCURE (Boulevard de l'Aéroport International - 34000 MONTPELLIER), PULLMAN (1, Rue des Pertuisanes - 34000 MONTPELLIER), CROWNE PLAZA (190, rue d'Argencout - 34000 MONTPELLIER), MARIOTT (Place Georges Frêche - 34000 MONTPELLIER), pour le lot 3 (prestations de service hôtellerie 4 ou 5 étoiles),

ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses .

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés dans l'ordre suivant selon leur disponibilité :
- lot 1 : ETAP HOTEL MILLENAIRE, HOTEL DES ARTS, et COLISEE, pour un montant maxi total de commandes de 16 000 € HT
- lot 2 : IBIS CENTRE, HOLLYDAY INN, et NEW HOTEL DU MIDI, pour un montant maxi total de commandes de 30 000 € HT
- lot 3 : MERCURE, PULLMAN, CROWNE PLAZA, et MARIOTT pour un montant maxi total de commandes de 42 000 € HT

à compter de leur notification.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6232, tous chapitres.

Montpellier, le 23/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24/10/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: conception et suivi de réalisation
d'aménagement de l'espace d'accueil et du bar
restaurant de la Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les spécificités artistiques et architecturales du Centre d'art contemporain la Panacée exigent que la conception et l'aménagement des espaces soient réalisés avec une approche artistique et pas seulement architecturale ;
- Que l'agence 1024 Architecture est spécialisée dans la création de projets d'aménagement de lieux culturels et de restaurants ;
- Que ce marché, compte tenu des circonstances, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, peut être attribué sans publicité ni mise en concurrence formalisée préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de production artistique pour la conception et le suivi de réalisation d'aménagement de l'espace d'accueil et du bar restaurant de la Panacée joint en annexe (mapa 2M1355) avec l'agence 1024 Architecture, 27 passage Courtois 75011 Paris, pour un montant de 25 000 € HT d'honoraires et 6 000 € maximum de remboursement de frais, sur justificatif ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

23/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 24/10/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour suivre l'actualité française**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour suivre l'actualité française ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 11/09/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, l'Agence France Presse a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'Agence France Presse pour un montant minimum de 1 000 € et un montant maximum de 14 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification, avec possibilité de reconduction 3 fois;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 23/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24/10/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Antoine PROTON DE LA CHAPELLE



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que, le 25 mai 2012, Antoine PROTON DE LA CHAPELLE, auteur d'une infraction envers un policier municipal, a dans le même temps, dégradé un véhicule de la Commune immatriculé AD 265 CB, notamment le rétroviseur, par un coup de pied ;

- Qu'il résulte de la dégradation de ce bien un préjudice pour la Commune ;

- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies, Noy, Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;

- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Madame Christine CLEMENTZ
Etablissement LE ROMA
Occupation irrégulière du domaine public

□
Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la police municipale a constaté que l'établissement « LE ROMA » géré par Madame Christine CLEMENTZ est installé sans autorisation sur le domaine public place Jean Jaurès sur environ 36 m² au total ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 25/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/406

Contentieux
Ville c/ SARL CRYSTAL
Référé suspension contre l'arrêté du 04/05/2012
conduisant au refus d'installation d'une terrasse sur la
place Jean Jaurès
☐
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL CRYSTAL a sollicité l'installation d'une terrasse en partie rue de la Loge et en partie place Jean Jaurès devant son établissement le Roma ;
- Que la SARL n'a obtenu une autorisation que pour la partie sise rue de la Loge par arrêté du 04/05/2012 ;
- Qu'elle entend contester le refus ainsi opposé au reste de sa demande dans une requête en suspension (instance n°1204407-4);
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 25/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'association Carbone 14, 12 rue des Aiguerelles, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition d'oeuvres à la galerie Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition, intitulée *Interstices* aura lieu du 26 octobre au 11 novembre 2012 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser l'association Carbone 14 à exposer à la galerie Saint Ravy du 26 octobre au 11 novembre 2012, avec mise à disposition de la salle du 19 octobre au 15 novembre pour le montage et le démontage de l'exposition ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont la Présidente de l'association, Madame Roxanne Sidaner a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :